



Centre de ressources
POUR LES ACTEURS DE LA COHÉSION SOCIALE
en Midi-Pyrénées

Rapport d'activité

2015

Sommaire

| | |
|---|----|
| Introduction..... | 4 |
| Professionalisation | 7 |
| Qualification | 9 |
| Mise en réseau | 23 |
| Bilan général | 24 |
| Développement et animation de réseaux..... | 26 |
| Animation de réseaux professionnels | 27 |
| Participation à des réseaux | 34 |
| Capitalisation & Diffusion..... | 37 |
| Le Service Information Documentation (Service InfoDoc)..... | 38 |
| Accompagnement Conseil - Aide à la décision..... | 60 |
| Axe 3 - Accompagnement des territoires : appui aux systèmes et aux acteurs..... | 61 |
| Accompagnement des territoires..... | 62 |
| Accompagnement de dispositifs | 67 |
| Études & Recherches..... | 68 |
| Conseil Régional Midi-Pyrénées | 69 |
| Ville de Mazamet..... | 72 |
| Observation des Territoires..... | 73 |
| Tableaux de bord et cartographies de la délinquance | 74 |
| Cartographie des sites d'apprentissages de la langue | 78 |

Introduction

Contexte

Le Centre de ressources pour les acteurs de la cohésion sociale de Midi-Pyrénées « Ressources & Territoires » inscrit son action dans le cadre national défini par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET). Ses missions principales sont la qualification et l'accompagnement des acteurs dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Dans l'exercice de ses missions et l'offre de ses activités, le centre de ressources intervient dans **une position de tiers** en respectant les orientations de l'État en région comme les orientations propres des collectivités territoriales et des autres institutions. Dans le contexte de politiques publiques souvent contractualisées entre l'État et les collectivités territoriales, le centre de ressources a pour ambition d'exercer une **mission d'intérêt général** en accompagnant les acteurs de la cohésion sociale.

Son Conseil d'Administration détermine des orientations et priorités stratégiques. Ressources & Territoires développe une coopération effective :

- entre les membres constitutifs du Groupement : l'État, les Collectivités Territoriales, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS), la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), l'Université Toulouse Le Mirail (UTM), l'Institut des Études Politiques (IEP) et l'ensemble des associations adhérentes.
- avec divers centres exerçant une fonction ressources en région.

La structure s'inscrit aussi dans les réseaux professionnels et les rencontres nationales initiés par le CGET, l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI).

Cadre d'intervention

Ressources & Territoires intervient dans une logique de projet de cohésion sociale territoriale.

Les interventions portent plus particulièrement sur les thématiques suivantes : accès aux savoirs de base, habitat, réussite éducative, santé, emploi, prévention et sécurité, lutte contre les discriminations et égalité femmes / hommes.

Ressources & Territoires intervient prioritairement - mais pas exclusivement - sur les territoires en Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) en créant des espaces de rencontres réguliers entre les acteurs, en favorisant l'échange d'expériences, mais aussi en proposant un programme de formation annuel en relation avec les besoins exprimés. Cette offre se traduit notamment par la constitution et l'animation de véritables réseaux de professionnels par thématiques.

Missions de Ressources & Territoires

- Professionnalisation
- Développement et animations de réseaux
- Capitalisation & diffusion
- Accompagnement, conseil et aide à la décision
- Études & recherche
- Observation des territoires

La gouvernance du GIP

Le Conseil d'administration du GIP est présidé par **Marc CHAPPUIS**, Secrétaire Général pour les affaires régionales de Midi-Pyrénées.

Vice-Président : **Christophe LUBAC**, également Vice-Président du Sicoval et maire de Ramonville.

Le CA regroupe les représentants de l'État avec les directeurs de la DIRECCTE et de la DRJSCS. Il est composé de trois collèges :

- le collège des **organismes de formation supérieure ou professionnelle**, membres de l'assemblée générale, représenté par : Gérard CHAUBET (CNFPT Délégation Midi-Pyrénées), Daniel LACROIX (Université Toulouse Jean-Jaurès), Olivier PHILIPPE (IEP Toulouse).
- le collège des **collectivités territoriales**, représenté par Marie-Françoise BONELLO (Mairie de Gaillac), Christiane SERCOMANENS (Mairie de Figeac), Christophe LUBAC (Sicoval).
- le collège des **associations**, représenté par : Cécile BOGDANIK (Association Animation Jeunesse du Carmausin), Anne MARTY (Association CIDFF 31), Thierry COSTES (Association Mission Locale de Toulouse).

Les adhérents

L'État, représenté par ses différents services

- DRJSCS
- DDCSPP
- DIRECCTE
- DREAL
- Éducation Nationale
- GRETA
- PJJ
- CFA Public
- ...

Collectivités Territoriale

- Ville de Castanet Tolosan
- Ville de Figeac
- Ville de Font sorbes
- Ville de Gaillac
- Ville de Graulhet
- Ville de Mazamet
- Ville de Moissac
- Ville de Pamiers
- Ville de Plaisance du Touch
- Ville de St Juéry
- Ville de St Orens de Gameville

Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

- Communauté d'Agglomération Castres-Mazamet
- Communauté d'Agglomération Albigeois
- Communauté d'Agglomération du Muretain
- Communauté de Communes du Carmausin-Ségala
- Communauté de Communes Decazeville-Aubin
- Communauté de Communes St-Girons
- Communauté de Communes St-Gaudinois
- Grand Auch Agglomération
- Grand Cahors
- Grand Rodez
- Sicoval
- Toulouse Métropole

Établissements Publics

- CNFPT Midi-Pyrénées
- Institut d'Études Politiques (IEP) de Toulouse
- Université Toulouse II Jean-Jaurès (UTM)
- GIP Politique de la Ville Grand Tarbes & Lourdes

Associations

- ACCEPT
- AFEV
- AFORMAC Montauban
- AFPA régional
- AGAPEI
- AGIR abcd
- AJC Carmaux
- Alliances & Cultures
- AMS Grand Sud
- Ariège Alpha
- ASCO
- AVIE
- CIDFF 31
- CLAP Midi Pyrénées
- CPARLESMO
- CRESS
- CSF (section du Mirail)
- Diapason
- École Buissonnière
- Ensemble (Castres)
- Entraide, Partage et Travail
- ERASME
- Hérisson Bellor
- IRFSS, Croix Rouge Française
- La Trame
- LEC Grand Sud
- LRF
- Mission Locale de Toulouse
- MJC de St Gaudens
- Parole Expression
- Portes Ouvertes (Tarbes)
- PROGRESS
- RERTR
- Réseau Ados 81
- Secours Catholique Ariège-Garonne
- Secours Populaire Colomiers
- Solidarité Villes
- SOS Amitié
- Tactikollectif
- TO7
- Travail Différent
- Tremplin (Aurignac)
- UDAF 09
- UFCV MP
- YMCA (Colomiers)

Professionalisation

Les cycles de formation

Les conférences - ateliers

Les formations « inter »

Les formations « intra »

Bilan général

Introduction

2015 a été une année charnière : nouvelle programmation du FSE, application de la réforme de la formation professionnelle et de la réforme territoriale, mises en œuvre du Contrat de Projet Etat-Régions et des nouveaux Contrats de Ville...

Nombreux ont été les professionnel-le-s mobilisé-e-s autour de ces nouveaux enjeux. Les acteur-trice-s de la cohésion sociale, qui ont dû faire face à ces nouveaux cadres de références impactant fortement leurs actions et redéfinissant leurs champs de compétences.

Face à toutes ces nouvelles données et également au regard de certaines baisses budgétaires, le programme de professionnalisation 2015 a été plus *concentré*.

Les modalités d'accès aux formations de R&T ont également été modifiées :

- ➔ accès gratuit et prioritaire pour
 - les adhérent-e-s aux GIP (voir modalités d'adhésion sur le site)
 - les membres des réseaux animés par R&T :
 - chef-e-s de projets Contrat de Ville
 - coordinateur-trice-s PRE
 - coordinateur-trice-s CLSPD-CISPD
 - formateur-trice-s FLI
 - professionnel-le-s des ESAT
- ➔ accès payant pour toute autre personne s'inscrivant sur une action de formation
 - 80 € par jour et par personne (voir modalités sur le programme de formation)

L'offre de formation globale s'inscrit toujours dans la co-élaboration et la production collective avec et pour les acteur-trice-s, afin de construire des actions répondant aux spécificités des structures et aux attentes des professionnel-le-s.

La professionnalisation, mission socle de Ressources & Territoires, est une réponse apportée aux acteur-trice-s de Midi-Pyrénées pour les accompagner à la réalisation de leurs missions. Elle est mise en œuvre à travers le programme de formation, par différentes modalités d'actions :

- la qualification
 - des cycles de formation (5 à 10 jours) ;
 - des conférences, les « Conf'At' », journées de réflexions collectives et co-construction de réponses à des problématiques locales/territoriales entre professionnel-le-s et avec l'appui d'un-e expert-e. A minima, 4 Conf'At' annuelles (plénière le matin ; atelier/débat l'après-midi) ;
 - des sessions courtes de formation, en « inter » sur un ou deux jours, sur un sujet d'actualité ou fondamental, sur des outils spécifiques ou encore sur des méthodologies ;
 - des formations spécifiques sur mesure et à la demande, généralement en « intra » et hors catalogue ;
- la mise en réseau
 - le développement et l'animation de réseaux par des échanges de pratiques pour fertiliser l'expérience par des processus de partage, élaborer de nouvelles pistes, permettre aux participants de parler de leurs difficultés dans leur travail ;
 - la participation de R&T à des réseaux pour apporter les éléments d'expertise du GIP au regard de professions de différents secteurs, développer un service d'échanges des ressources et de l'information.

Qualification

Les cycles de formation

Quatre nouveaux cycles ont été programmés sur les thématiques Politique de la ville, Lutte contre les discriminations, santé et Emploi & Insertion. Ils ont répondu à l'actualité du moment et aux besoins immédiats des professionnel-le-s. Les deux autres cycles, programmés maintenant depuis plusieurs années, suscitent toujours autant d'intérêt pour les acteur-trice-s.

Nouveaux cycles

- « **Les essentiels de la politique de la ville** » : 5 journées consacrées à la réforme de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Animé par 4 intervenant-e-s extérieur-e-s et 2 chargées de mission du GIP R&T, ce cycle a permis aux acteur-trice-s de se doter de repères fondamentaux et opérationnels pour aborder cette nouvelle réforme.
- « **Les essentiels de la lutte contre les discriminations** » : 5 journées pour (re)découvrir ce que recouvre la lutte contre les discriminations et aborder les différents concepts nécessaires à une meilleure compréhension et donc à une meilleure prise en charge des publics accompagnés par les professionnel-le-s. Le cycle a été animé par 2 intervenants extérieurs et 2 membres de l'équipe de R&T.
- « **DYS et TSA : réussir des parcours d'apprentissage** » : ce cycle s'est intégré dans un projet financé par la Direction de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage en Midi-Pyrénées. Son ambition a été de construire et de mettre à disposition de nouvelles ressources pédagogiques et didactiques permettant de favoriser la réussite des apprenti-e-s en situation de handicap. Ce cycle de 6 jours a permis d'une part à mieux repérer chez les apprenti-e-s les signes qui relèvent de situations de troubles spécifiques d'apprentissage et d'autre part à construire les aménagements pédagogiques nécessaires sur les savoirs de base.
- « **Développer ses compétences de formateur-trice FLE-FLI** » : construit sur la même architecture pédagogique que le cycle de base « DCF », ce cycle-là est destiné aux formateur-trice-s déjà expérimenté-e-s et intervenant auprès d'un public adulte migrant en France. Ce cycle de 11 jours s'inscrit dans un projet triennal cofinancé par le FAMI ; la première session a été réalisée sur l'année 2015 puis deux autres sessions seront programmées en 2016 et 2017.

Cycles permanents

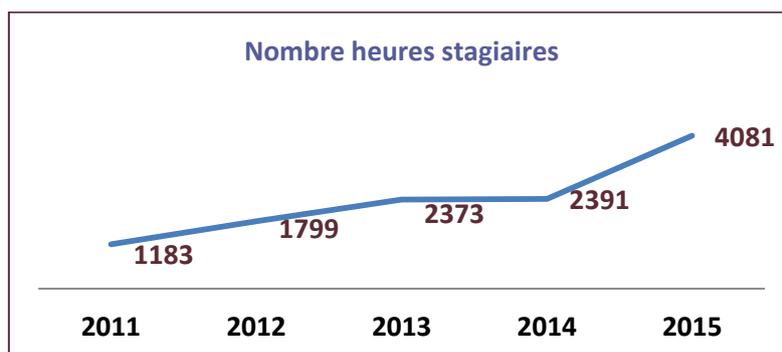
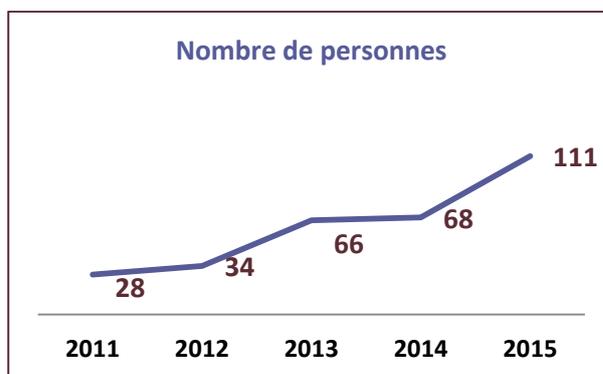
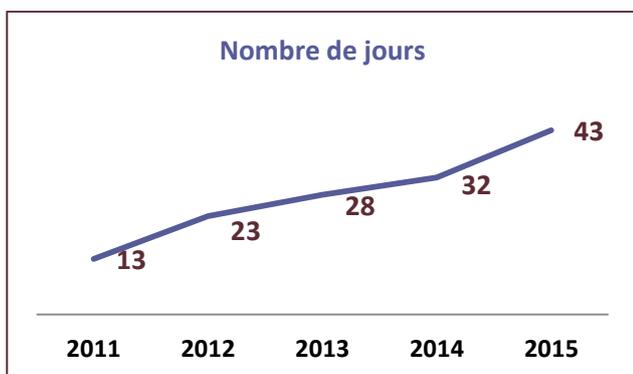
- « **Développer ses compétences de formateur** » réalisé chaque année, il concerne les formateur-trice-s débutant ou avec très peu d'expérience et qui interviennent auprès d'un public en situation d'illettrisme ou en difficulté sur les savoirs de base. Il se différencie donc du cycle DCF FLE-FLI tant au niveau du public destinataire que du public visé. Une session de 11 jours est généralement programmée chaque année, sur le 1er semestre.
- « **De l'idée au projet : comment construire un projet** ». Programmé depuis 3 ans, il attire chaque année des professionnel-le-s de plus en plus hétérogène quant aux secteurs d'activités et aux postes occupés.

Thématiques des cycles

| | |
|---|--|
| Les essentiels de la politique de la ville | Politique de la ville |
| Les essentiels de la lutte contre les discriminations | Discriminations |
| DYS et TSA : réussir des parcours d'apprentissage | Santé - Accès aux savoirs de base |
| DCF FLE-FLI | Emploi&Insertion - Accès aux savoirs de base |
| « DCF » (Développer ses compétences de formateur) | Accès aux savoirs de base |
| « De l'idée au projet : comment construire un projet – Toutes les étapes en 5 jours » | Compétences transversales |

Comparatif 2011 / 2012 / 2013 / 2014 / 2015

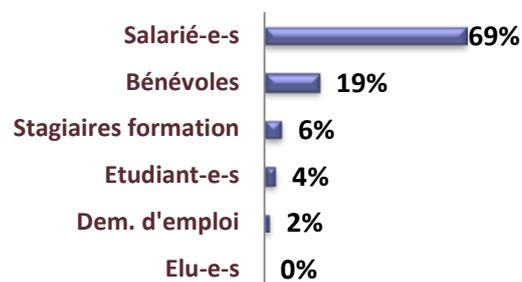
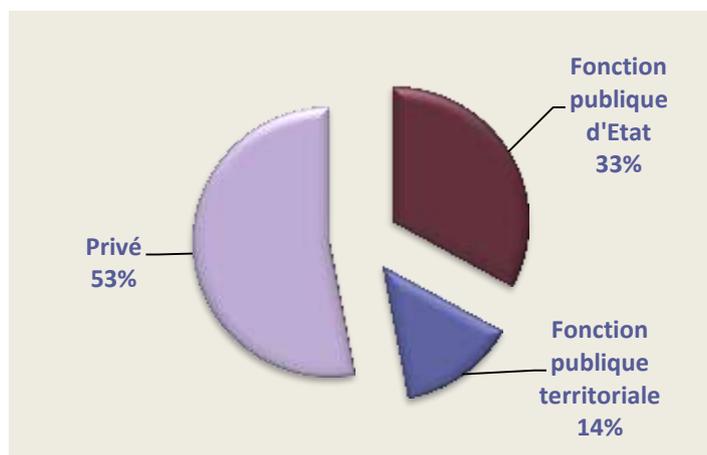
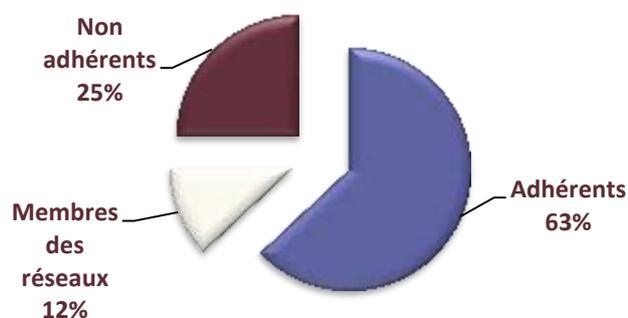
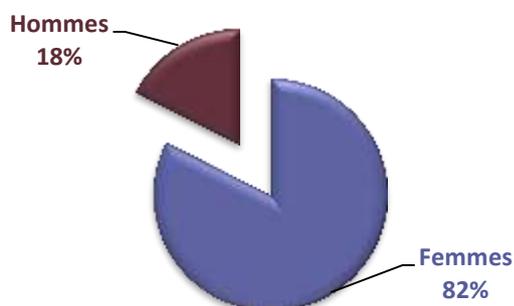
| | | | | |
|-------------|----------|----------|---------------|-----------------------|
| 2011 | 2 cycles | 13 jours | 28 personnes | 1183 h « stagiaires » |
| 2012 | 3 cycles | 23 jours | 34 personnes | 1799 h « stagiaires » |
| 2013 | 2 cycles | 28 jours | 66 personnes | 2373 h « stagiaires » |
| 2014 | 3 cycles | 32 jours | 68 personnes | 2391 h « stagiaires » |
| 2015 | 6 cycles | 43 jours | 111 personnes | 4081 h « stagiaires » |



Synthèse des cycles de formation

| Intitulé | Nombre jours | Nombre heures | Nombre stagiaires | Heures stagiaires | Taux satisfaction |
|---|--------------|---------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Développer ses compétences de formateur | 11 | 77 | 16 | 1 185 | 83% |
| Les essentiels de la politique de la ville | 5 | 35 | 15 | 438 | 83% |
| Les essentiels des discriminations | 5 | 35 | 31 | 400 | 94% |
| "DYS et TSA" réussir des parcours d'apprentissage | 6 | 42 | 22 | 536 | 96% |
| Comment construire un projet | 5 | 35 | 11 | 378 | 93% |
| Développer ses compétences de formateur FLE-FLI | 11 | 77 | 16 | 1 145 | 93% |
| TOTAL | 43 | 301 | 111 | 4 081 | 91% |

Typologie des publics



Les conférences-ateliers

Les conférences sont réalisées en fonction de l'actualité régionale ou nationale. Chaque conférence fait l'objet d'une production d'actes, écrits par les conférencier-ère-s ou co-écrits avec R&T. Les éditions 2015 des « Conf'At' », sont disponibles en version papier (consultation à l'espace documentaire), en version numérique et téléchargeables sur le site Internet R&T.

C'est une volonté de R&T de rendre visibles tous les contenus de ces conférences aux participant-e-s mais aussi d'apporter une réponse aux acteur-trice-s qui souhaitent prendre connaissance et/ou approfondir les sujets abordés.

Les ateliers-débats qui suivent les conférences permettent aux participant-e-s (nombre restreint à une trentaine de personnes) de questionner le-la conférencier-ère sur la thématique et surtout de faire le lien avec les problématiques de leur territoire.

Les intervenant-e-s sont tous-tes des expert-e-s reconnu-e-s dans leur champ de compétences.

Thématiques des conférences

| | |
|---|----------------------------|
| Cyber-haine – Discours de haine en ligne. Ou quand internet déverse des messages intolérants... | Discriminations |
| Souffrances psychosociales des jeunes : comprendre pour mieux accompagner. | Prévention délinquance |
| Illettrisme et numérique...Quelles pédagogies, quels usages ? | Accès aux savoirs de bases |
| Politiques de peuplement, mixité, relogement... Quels enjeux ? Quelles stratégies ? | Habitat |

Comparatifs 2011 / 2012 / 2013 / 2014

| | | | | |
|------|----------------------------------|---------------------------|--------------------------|-----------------------|
| 2011 | 4 conférences | 145 personnes en plénière | 52 personnes en atelier | 591 h « stagiaires » |
| 2012 | 5 conférences | 323 personnes en plénière | 128 personnes en atelier | 1585 h « stagiaires » |
| 2013 | 6 conférences (dont 2 « intra ») | 496 personnes en plénière | 92 personnes en atelier | 1640 h « stagiaires » |
| 2014 | 6 conférences | 471 personnes en plénière | 165 personnes en atelier | 2036 h « stagiaires » |
| 2015 | 4 conférences | 123 personnes en plénière | 120 personnes en atelier | 1077 h « stagiaires » |

Conférence 1 :

« Cyber-haine – Discours de haine en ligne. Ou quand internet déverse des messages intolérants... »

La campagne « **Mouvement contre le discours de haine** » est un projet du secteur jeunesse du Conseil de l'Europe mis en œuvre depuis 2013. **Ce mouvement vise à combattre le racisme et la discrimination** qui s'exprime dans les discours de haine en ligne **en mobilisant les jeunes et les organisations de jeunesse** pour reconnaître et agir contre ces violations des droits de l'Homme.

La campagne vise à sensibiliser au discours de haine en ligne et aux risques qu'il présente pour la démocratie et pour les jeunes ; à aider les jeunes à défendre les droits de l'Homme (on/offline) ; à abaisser le seuil de tolérance à l'égard du discours de haine ; à mobiliser et mettre en relation les jeunes militant-e-s des **droits de l'Homme** en ligne, etc...

Ce mouvement contre le discours de haine est avant tout une **campagne d'éducation**, aucun de ses buts ne peut être atteint sans une dimension de sensibilisation, compréhension et appropriation des thèmes de la campagne par des jeunes et par des éducateur-trice-s. La campagne cherche ainsi à y associer les milieux scolaires, en plus de l'éducation non-formelle et le travail de jeunesse.

- ▶ 64 personnes en plénière
- ▶ 34 personnes en atelier

Les intervenant-e-s

Mara GEORGESCU, Conseillère pédagogique du Conseil de l'Europe

Michel DUPONCELLE, Directeur d'Infor Jeunes ASBL (ONG en Belgique) et Président du Comité National du MCDH en Belgique

Edouard PORTEFAIX, Formateur CÉMÉA Rhône Alpes et activiste du Mouvement

Conférence 2 :

« Souffrances psychosociales des jeunes : comprendre pour mieux accompagner. »

L'adolescence, ce n'est pas simplement le fait de se mettre à grandir vite. C'est aussi une transformation du corps dans sa substance même et force est de constater l'immense effort que fait l'adolescent pour arriver à continuer à se sentir le même tout en devenant un autre.

Cette conférence propose de mieux comprendre l'intensité, voire la violence, des bouleversements que représente la crise de l'adolescence. Les modifications biologiques inéluctables introduisent une vulnérabilité spécifique. Elles ont des incidences sur le rapport au corps, mais également sur le rapport à l'autre et à la société. Ces vulnérabilités seront plus ou moins fortes selon l'environnement social et familial.

Comprendre l'ampleur de ces bouleversements permet de mieux accompagner les jeunes dans cette période de grande fragilité. Comment interpréter les provocations, la violence, de certains adolescents et adopter en retour le bon comportement, la bonne posture ? Comment les aider à se réapproprier leur corps changeant ? Comment répondre à leurs angoisses ? ...

- ▶ 88 personnes en plénière
- ▶ 39 personnes en atelier

La conférence, articulée en deux temps, a mis en avant les conséquences des transformations corporelles et cérébrales sur le rapport à soi, aux autres et au monde, au moment de l'adolescence. Le Professeur ROUSSILLON a notamment souligné le rôle de l'émergence de la sexualité, comme des réponses sociales et familiales à celle-ci.

Suite à la plénière, le Professeur ROUSSILLON a proposé aux participant-e-s de contribuer à la réflexion collective, en apportant leurs points de vue et témoignages. L'atelier-débat a permis de mettre en exergue les difficultés du terrain mais aussi des pistes possibles.

L'intervenant

René ROUSSILLON, Professeur émérite de l'Université Lumière Lyon II, membre formateur de la Société Psychanalytique de Paris, Professeur de Psychopathologie et de Psychologie clinique et Directeur du département de psychologie clinique à l'Université Lumière Lyon 2, où il enseigne et conduit ses recherches depuis 40 ans.

Conférence 3 :

« Illettrisme et numérique...Quelles pédagogies, quels usages ? »

« Depuis que le numérique existe, on n'a jamais autant écrit, lu, mais aussi, échangé, publié, partagé, créé..., y compris pour les adultes peu qualifiés. Avec son ordiphone, sa tablette ou son ordinateur portable, un adulte dispose d'un outil qui change potentiellement ses rapports aux autres et au monde ; «*Urbi et ordi*». Tout est dans le mot «potentiellement». Vu l'envahissement du digital dans nos sphères personnelles, sociales et professionnelles, notre rôle, en tant qu'acteurs du savoir, sera très certainement, de plus en plus, de poser des repères (comme apprendre à s'autoformer) et de donner du sens aux différents usages du numérique.

Le numérique crée de la porosité ! A nous de la positiver pour que les apprenants mobilisent aussi le numérique pour apprendre, mieux, plus et différemment. Le numérique est une haute opportunité pour ouvrir, diversifier et enrichir nos dispositifs de formation et les faire évoluer vers des « *écosystèmes d'apprenance* ». Le numérique est clairement une chance, à saisir, pour les apprenants, et donc, pour nous. » *Extrait interview de Jean Vanderspelden, Mars 2014 pour Learning Sphère.*

- ▶ 32 personnes en plénière
- ▶ 17 personnes en atelier

L'intervenant

Jean VANDERSPELDEN, consultant « Apprenance, FOAD, Numérique & Territoires » à ITG Paris. Accompagnement de projet de FOAD intégrant la multimodalité et s'appuyant sur les ressources numériques, en vue du développement des compétences des adultes en région.

Conférence 4 :

Politiques de peuplement, mixité, relogement... Quels enjeux ? Quelles stratégies ? »

Enjeux, limites, difficultés de la mixité sociale, politiques de peuplement et de démolition/reconstruction... Sur quels critères établir cette mixité ? Comment répartir plus équitablement les logements sociaux à l'échelle des agglomérations et repenser leur mode d'attribution ? Comment attirer de nouvelles catégories de population dans des territoires en crise ? Suffit-il de démolir des immeubles pour faire disparaître des problèmes sociaux ?

- ▶ 59 personnes en plénière
- ▶ 35 personnes en atelier

Faut-il chercher à « casser les ghettos » par une mixité forcée ou travailler à ce que les habitants puissent disposer d'un droit effectif à la mobilité résidentielle, leur permettant de choisir de rester ou de partir ? ...

Les intervenantes

Marie-Christine JAILLET, Directrice de recherche au CNRS, au LISST-Cieu, Université Toulouse Jean Jaurès.

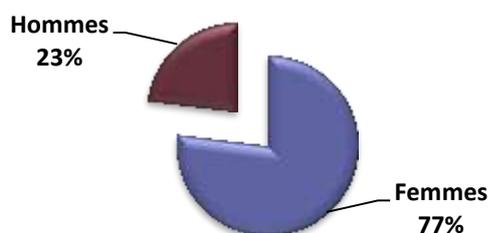
Sabine VENIEL LE NAVENNEC, Directrice de l'USH Midi-Pyrénées,

Florence VENGUT, Responsable du service Habitat, Agglomération Côte Basque Adour

Synthèse des conférences

| Intitulé | Nombre jours | Nombre heures | Nombre stagiaires | Heures stagiaires | Conf'At' |
|---------------------------------------|--------------|---------------|-------------------|-------------------|------------|
| Cyber-haine & Discours de haine | 1 | 6,5 | 64 | 306 | non |
| Souffrances psychosociales des jeunes | 1 | 5 | 88 | 342 | oui |
| Illettrisme et numérique | 1 | 6 | 32 | 147 | oui |
| Politique de peuplement | 1 | 6 | 59 | 282 | oui |
| TOTAL | 4 | 23,5 | 243 | 1 077 | 3/4 |

Typologie des participant-e-s aux conférences

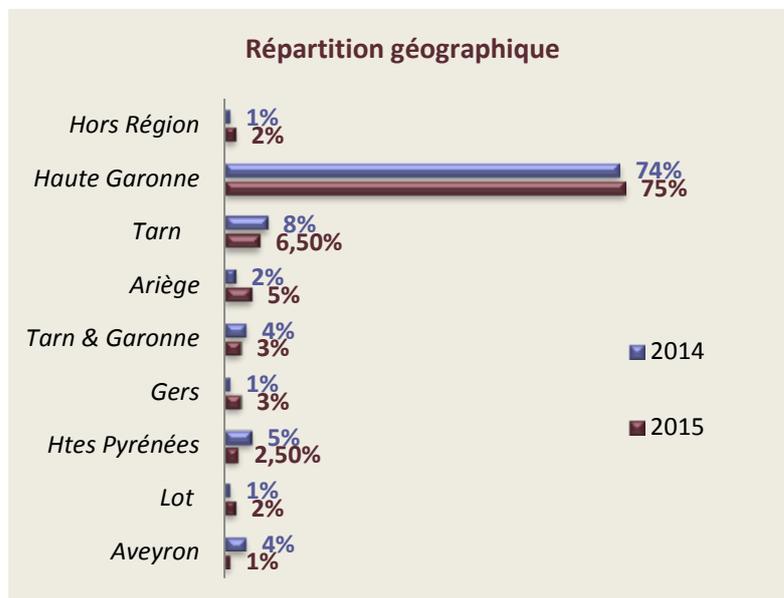


+ 21 % de présence masculine par rapport à 2014.

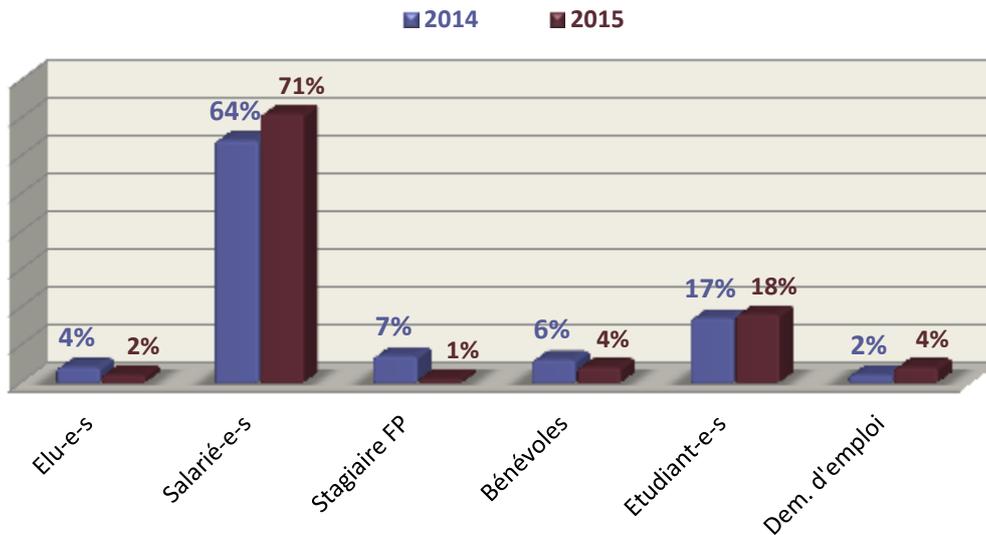
Pas de variations tangibles – la Haute-Garonne reste très présente.

39% des participant-e-s exerçant en Haute-Garonne sont adhérent-e-s ; Hausse de ces adhérents de 22 %.

La commune de Toulouse représente 30% des participant-e-s haut-garonnais, soit une baisse conséquente de – 65% par rapport à 2014.



Répartition par statut



Structures d'Etat et institutions

Préfecture - DIRECCTE - Education Nationale - Enseignement Supérieur (Universités) - DDCSPP - PJJ - DRDFE - Pôle Emploi - Missions Locales - GIP - Hôpitaux publics

Collectivités

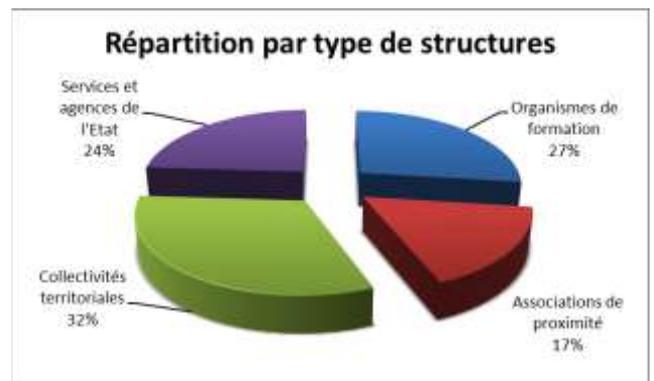
Conseils Généraux - Communautés d'Agglomérations - Communautés de Communes - Mairies - CCAS - Centres sociaux

Organismes de formation de Midi-Pyrénées

AFPA - AMS Grand Sud - CLAP - CFA - CFPPA - CNFPT - Croix Rouge - ERASME - INSTEP - Institut Saint Simon - IRFSS - Portes Ouvertes...

Associations

ACCEPPT - AFEV - Afidel - Arc-en-ciel - CIDFF - Couleurs citoyennes - Info Sectes - La Trame - MJC - SOS Amitié...



Les formations « inter »

Le programme de formation « inter » est ouvert à tout-e acteur-trice et offre de nombreuses actions de formation contribuant à leur professionnalisation.

Ces acteur-trice-s peuvent se répartir en deux types de publics :

Les acteur-trice-s direct-e-s : professionnel-le-s de l'insertion, de la formation, du social, de l'éducatif, de l'associatif (travailleur-euse-s sociaux, formateur-trice-s, responsables...)

Les acteur-trice-s indirect-e-s : personnes relais, acteur-trice-s institutionnel-le-s, acteur-trice-s de la prévention, de l'éducation...

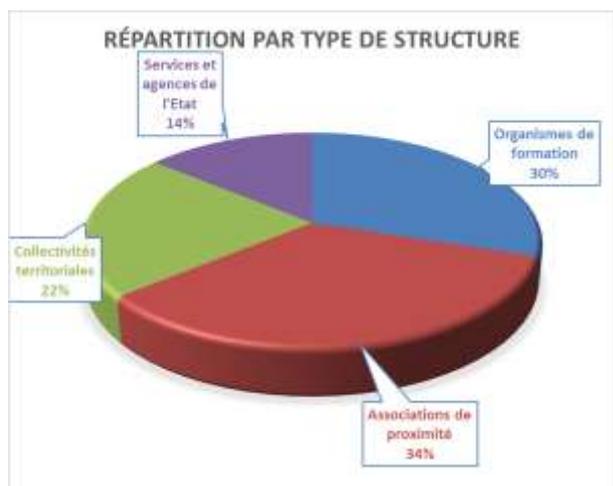
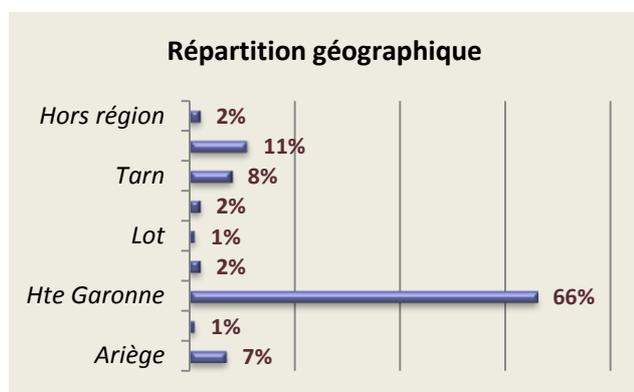
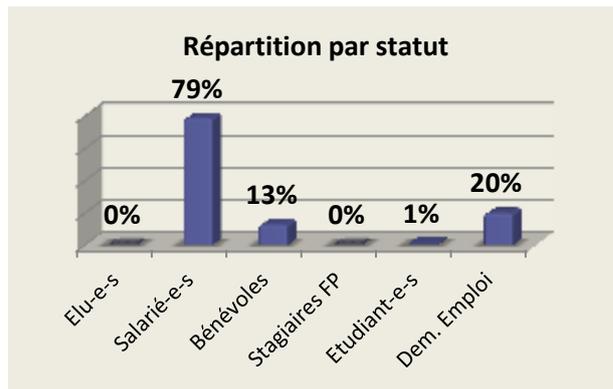
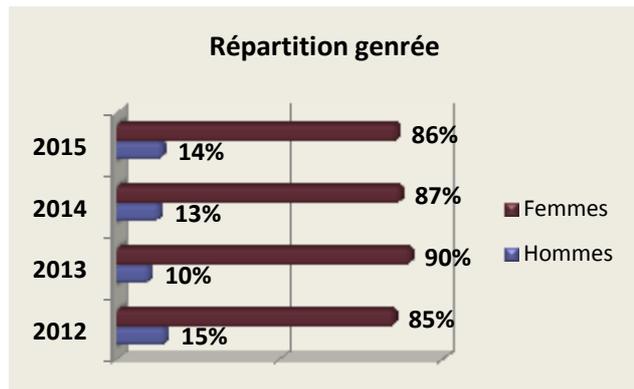
Thématiques des formations « inter »

| | |
|----------------------------------|---|
| Accès aux savoirs de base | 13 actions – 20 jours – 153 personnes formées |
| Compétences transversales | 3 actions – 5 jours – 25 personnes formées |
| Education Réussite éducative | 2 actions – 5 jours – 30 personnes formées |
| Habitat | 1 action – 2 jours – 13 personnes formées |
| Lutte contre les discriminations | 1 action – 3 jours – 17 personnes formées |
| Prévention de la délinquance | 3 actions – 5 jours – 49 personnes formées |

Comparatifs 2011 / 2012 / 2013 / 2014 / 2015

| | Nombre d'actions | Nombre de journées | Nombre de personnes formées | Nombre d'heures stagiaires |
|------|------------------|--------------------|-----------------------------|----------------------------|
| 2011 | 25 | 33 | 184 | 1908 |
| 2012 | 25 | 44 | 355 | 3996 |
| 2013 | 31 | 60 | 328 | 4198 |
| 2014 | 32 | 51.5 | 397 | 4336.5 |
| 2015 | 23 | 40 | 287 | 3400.5 |

Typologie des participant-e-s



A l'identique de 2014, 73 % des structures sont adhérentes et/ou les professionnel-le-s sont membres des réseaux animés par R&T.

Synthèse des formations « inter »

| Intitulé | Nombre jours | Nombre heures | Nombre stagiaires | Heures stagiaires | Taux satisfaction |
|---|--------------|---------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Méthode Naturelle de Lecture Ecriture | 1 | 7 | 13 | 87 | 93% |
| Educabilité cognitive | 1 | 7 | 8 | 56 | 96% |
| Educabilité cognitive | 1 | 7 | 6 | 42 | 98% |
| Dispositif de formations linguistiques | 1 | 7 | 10 | 70 | 98% |
| Français Langue professionnelle | 2 | 14 | 13 | 182 | 97% |
| Evaluer les Savoirs de Base | 2 | 14 | 7 | 98 | 99% |
| Veille professionnelle | 2 | 14 | 7 | 91 | 91% |
| Radicalisation | 2 | 14 | 21 | 290 | 75% |
| Radicalisation | 2 | 14 | 17 | 225,5 | 88% |
| Journée Portes Ouvertes du CDR | 1 | 7 | 21 | 126 | ~ |
| Un réseau pour quoi faire | 1 | 7 | 7 | 49 | 83% |
| Le Référentiel Compétences Clés | 1 | 7 | 9 | 63 | 98% |
| Actions éducatives contre le discours de haine | 4 | 28 | 13 | 353 | 99% |
| Le Galet: outil de repérage illettrisme | 1 | 7 | 6 | 42 | 99% |
| Laïcité | 3 | 21 | 17 | 343 | 70% |
| Réussite éducative, quels dispositifs ? | 1 | 7 | 17 | 115,5 | 83% |
| Apprentissage des mathématiques | 2 | 14 | 17 | 238 | 90% |
| Animer un réseau | 2 | 14 | 11 | 150 | 97% |
| Coffrets compétences clés | 1 | 7 | 20 | 136 | 92% |
| Animer des situations didactisées | 2 | 14 | 13 | 175 | 96% |
| Sensibilisation à la prévention de la délinquance | 1 | 7 | 11 | 77 | 74% |
| Développement économique | 2 | 11 | 13 | 153,5 | 88% |
| ECLER | 4 | 28 | 10 | 238 | 92% |
| TOTAL | 40 | 277 | 287 | 3400,5 | 91% |

Les formations « intra »

A la demande des acteurs, Ressources & Territoires conçoit et met en œuvre des formations spécifiques répondant aux problématiques et besoins d'un territoire. Ces formations sont pour la plupart animées par les chargées de mission de Ressources & Territoires ou par un-e intervenant-e extérieur-e pour une thématique particulière. Toutes les actions sont réalisées in situ.

Thématiques des formations « intra »

| | |
|----------------------------------|---|
| Accès aux savoirs de base | 16 actions – 17 jours – 221 personnes formées |
| Lutte contre les discriminations | 1 action – 4.5 jours – 18 personnes formées |
| Education – Réussite éducative | 1 action – 0.5 jour – 13 personnes formées |
| Prévention de la délinquance | 1 action – 2 jours – 18 personnes formées |
| Habitat | 1 action – 1 jour – 33 personnes formées |

Comparatifs 2011 / 2012 / 2013 / 2014

| | Nombre d'actions | Nombre de journées | Nombre d'heures de formation | Nombre de personnes formées | Nombre d'heures stagiaires |
|------|------------------|--------------------|------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| 2011 | 5 | 12 | <i>Pas de données</i> | | |
| 2012 | 14 | 22 | 146 | 216 | 2215 |
| 2013 | 15 | 12.5 | 87.50 | 314 | 1879.5 |
| 2014 | 19 | 22 | 146 | 358 | 2369 |
| 2015 | 20 | 25 | 161 | 303 | 2316.5 |

POLE EMPLOI : intervention auprès des agent-e-s de Pôle Emploi sur la connaissance des dispositifs linguistiques en Midi-Pyrénées et la cartographie des acteur-trice-s.

Mission Locale Tarn nord et sud : intervention auprès des conseiller-ère-s pour découvrir et utiliser l'outil « Le Galet », outil de repérage des personnes en situation d'illettrisme.

MCEF Revel : intervention auprès de différents acteur-trice-s de la commune (formateur-trice-s) sur l'accompagnement des publics « alpha ».

Croix-Rouge : intervention auprès des étudiant-e-s (assistant-e-s sociaux-ales) en 2^{ème} année pour le repérage et l'orientation des personnes en situation d'illettrisme.

Croix-Rouge : intervention auprès des étudiant-e-s (assistant-e-s sociaux-ales) en 2^{ème} année sur le décrochage scolaire et les dispositifs de réussite éducative.

ERASME : intervention auprès d'étudiant-e-s sur la réforme de la politique de la ville.

CREPT : intervention auprès des formateur-trice-s ; formation sur le référentiel des compétences clés en situation professionnelle.

Centre social de Foix : intervention auprès de l'équipe sur l'accompagnement des ateliers sociolinguistiques.

Centre sociale de Mazamet : intervention auprès de l'équipe sur l'accompagnement des ateliers sociolinguistiques.

RERTR : intervention auprès des formateur-trice-s- salarié-e-s et bénévoles sur la construction de scénarios pédagogique pour l'animation d'ateliers sociolinguistiques.

Secours catholique : intervention auprès des bénévoles sur l'accompagnement des publics en ASL et la construction de séquences pédagogiques pour public « alpha ».

CRAISAF : intervention auprès de l'équipe de bénévole pour l'élaboration de séquences pédagogiques.

Communes de Blagnac, Colomiers et Tournefeuille : intervention auprès des agent-e-s en lien avec un public jeune sur les processus de radicalisation.

Centre social de Montauban : intervention auprès des agent-e-s : formation à la laïcité.

CFA d'Auzeville : intervention auprès des enseignant-e-s et formateur-trice-s sur leurs pratiques auprès de publics « dys ».

Synthèse des formations « intra »

| Intitulé | Nombre jours | Nombre heures | Nombre stagiaires | Heures stagiaires | Structures |
|--|--------------|---------------|-------------------|-------------------|-------------|
| Animer un Atelier Socio Linguistique | 0,5 | 3 | 9 | 27 | CS FOIX |
| La réforme de la Politique de la Ville | 1 | 8 | 33 | 204 | ERASME |
| Dispositifs d'apprentissages linguistiques en MP | 0,5 | 2 | 9 | 18 | POLE EMPLOI |
| Sensibilisation Illettrisme | 0,5 | 3,5 | 18 | 63 | CX ROUGE |
| Sensibilisation Illettrisme | 0,5 | 3 | 20 | 60 | CX ROUGE |
| Le Référentiel Compétences Clés | 1 | 6 | 12 | 72 | CREPT |
| Le décrochage scolaire | 0,5 | 3 | 13 | 39 | CX ROUGE |
| Animer un Atelier Socio Linguistique | 3 | 18 | 8 | 111 | RERTR |
| Animer un Atelier Socio Linguistique | 1,5 | 10 | 12 | 98 | CS MAZAMET |
| Les publics des Ateliers Socio Linguistiques | 0,5 | 3 | 17 | 51 | SCRS KTO |
| Elaborer des séquences pédagogiques | 2 | 12 | 14 | 168 | CRAISAF |
| Accompagner les publics Alpha | 2 | 12 | 13 | 138 | SCRS KTO |
| Sensibilisation Illettrisme | 1 | 6 | 15 | 90 | CX ROUGE |
| Accompagner les publics Alpha | 1 | 7 | 17 | 119 | MCEF REVEL |
| Le Galet: outil de repérage illettrisme | 0,5 | 3 | 17 | 51 | ML 81 SUD |
| Radicalisation | 2 | 14 | 18 | 252 | BLAGNAC +2 |
| Le Galet: outil de repérage illettrisme | 0,5 | 3 | 16 | 48 | ML 81 NORD |
| Sensibilisation Illettrisme | 1 | 6 | 17 | 102 | CX ROUGE |
| Laïcité | 4,5 | 31,5 | 18 | 556,5 | CS MTBAN |
| La valorisation des compétences des apprentis | 1 | 7 | 7 | 49 | CFA AUZVIL |
| TOTAL | 25 | 161 | 303 | 2316,5 | |

Mise en réseau

Les échanges de pratiques

5 réseaux – 4 jours en moyenne par an pour chaque réseau, à raison d'un jour par trimestre.
Deux nouveaux réseaux sont en cours de constitution :

- pour les conseils citoyens,
- pour les activistes du Mouvement Contre le Discours de Haine (MCDH).

L'animation de ces réseaux est réalisée par les chargées de mission R&T.

Les objectifs sont co-définis entre la chargée de mission et les membres du réseau, en fonction des pistes de travail souhaitées et des actualités nationales et/ou territoriales. Ils sont définis ainsi:

- échanger différents points de vue
- fertiliser l'expérience par des processus de partage
- s'ouvrir à des pratiques différentes liées au champ de l'accompagnement professionnel
- élaborer ensemble de nouvelles pistes (ou hypothèses) sur les situations présentées
- permettre aux participants de parler de leurs difficultés dans leur travail

Chaque journée est construite sur plusieurs temps :

- un temps d'échange sur l'actualité
- un temps d'échange et de travail sur une thématique définie (sont plus particulièrement abordés les pratiques innovantes, les stratégies de mise en œuvre, les postures professionnelles)
- un temps de construction-élaboration d'outils, d'exploitation et de mutualisation de ressources, etc.

Synthèse des échanges de pratique

| Dates | Nombre jour | Nombre heures | Nombre stagiaires | Heures stagiaires | Lieux | Thématique | Financiers |
|---------------|-------------|---------------|-------------------|-------------------|-------|------------|------------|
| 09 mars | 1 | 7 | 7 | 49 | R & T | ASB | DRJSCS 104 |
| 29 juin | 1 | 7 | 13 | 91 | R & T | ASB | DRJSCS 105 |
| 28 septembre | 1 | 7 | 7 | 49 | R & T | ASB | FAMI |
| 3 avril | 1 | 7 | 19 | 133 | R & T | ASB | DIRECCTE |
| 16 octobre | 1 | 7 | 18 | 122,5 | R & T | ASB | DIRECCTE |
| 12 mars | 1 | 7 | 14 | 98 | | ERE | CGET |
| 19 mai | 1 | 7 | 15 | 105 | | ERE | CGET |
| 11 juin | 1 | 6,5 | 4 | 26 | | ERE | CGET |
| 1er octobre | 1 | 7 | 11 | 77 | | ERE | CGET |
| 3 décembre | 1 | 7 | 5 | 35 | | ERE | CGET |
| 19 mars | 1 | 6,5 | 8 | 52 | | ERE | CGET |
| 18 et 19 juin | 2 | 14 | 12 | 147 | | ERE | CGET |
| 24 septembre | 1 | 7 | 9 | 63 | | ERE | CGET |
| 10 décembre | 1 | 6 | 11 | 66 | | ERE | CGET |
| 13 mars | 1 | 6 | 8 | 39 | | PD | DRJSCS 147 |
| 26 juin | 1 | 6 | 4 | 24 | | PD | DRJSCS 147 |
| 15 octobre | 1 | 6 | 11 | 54 | | PD | DRJSCS 147 |
| 14 décembre | 1 | 6 | 7 | 39 | | PD | DRJSCS 147 |
| 4 décembre | 0,5 | 3 | 7 | 21 | | HABITAT | CGET |
| TOTAL | 20 | 130 | 190 | 1290,5 | | | |

Bilan général

Synthèse globale de la professionnalisation

| SYNTHESE DU PROGRAMME DE PROFESSIONNALISATION | Nombre d'actions | Nombre Jours | Heures Formation | Nombre stagiaires | Heures stagiaires |
|---|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| CYCLES DE FORMATION | 6 | 43 | 301 | 111 | 4 081 |
| CONFERENCES | 4 | 4 | 23,5 | 243 | 1 077 |
| FORMATIONS "INTER" | 23 | 40 | 277 | 287 | 3 401 |
| FORMATIONS "INTRA" | 20 | 25 | 161 | 303 | 2 317 |
| TOTAL | 53 | 112 | 762,5 | 944 | 10 875 |



2015 compte 6 actions de moins qu'en 2014



Une légère baisse au regard de 2014, mais ce chiffre est dans la moyenne des 4 dernières années.



Une baisse significative du nombre de participant-e-s expliquée par :

- Un démarrage plus tardif de la programmation
- Une plus faible disponibilité des acteurs-trices
- 2 conférences de moins qu'en 2014

**Taux de satisfaction sur
l'ensemble du programme :
91 %**

Développement et animation de réseaux

Animation de réseaux professionnels

Participation à des réseaux

Animation de réseaux professionnels

Depuis 2011, R&T anime les réseaux de professionnels des Chefs de projet contrat de ville, des Coordonnateurs PRE, CLSPD/CISPD.

En 2013, le réseau des coordonnateurs et formateurs FLI a été créé suite à la réforme de l'accès à la nationalité française (création du Label FLI).

Au 2^{ème} semestre 2014, suite à plusieurs demandes des professionnels des ESAT, R&T a lancé le réseau pour répondre aux nombreuses attentes de ces professionnels.

Rappel des objectifs

- Échanger différents points de vue
- Fertiliser l'expérience par des processus de partage
- S'ouvrir à des pratiques différentes liées au champ de l'accompagnement professionnel
- Élaborer ensemble de nouvelles pistes (ou hypothèses) sur les situations présentées
- Permettre aux participants de parler de leurs difficultés dans leur travail

Fréquence

1 jour/trimestre, soit 4 jours par an pour chaque réseau.

Total : 8 jours

Modalités

Chaque journée est construite sur plusieurs temps :

- un temps d'échange sur l'actualité
- un temps d'échange sur une thématique définie (sont plus particulièrement abordés les pratiques innovantes, les stratégies de mise en œuvre, les postures professionnelles).

Réseau des Chef.fe.s de Projets et Chargé.e.s de Mission des Contrats de Ville

Le réseau des Chef.fe.s de projets et Chargé.e.s de Mission des Contrats de ville est un réseau de métier et de fonction. Il y a eu cette année des changements importants dans la constitution de ce groupe, liés à la réforme de la politique de la ville, notamment avec les sites entrants en géographie prioritaire.

Le nombre de professionnels sur ces postes a quasiment doublé (passage de 10 CUCS à 22 contrats de ville) et les profils se sont diversifiés. Cela est dû à l'entrée de territoires plus ruraux ou des DGS et des DGA font fonction de Chef de Projet. Les plus anciens Chefs de Projets occupent désormais des fonctions de Chef de Service dans leur collectivité. Sur certains sites, des postes « chargés de mission politique ville » ont été créés. Le plus souvent cette nouvelle mission s'ajoute à celles déjà existantes et les titulaires n'occupent pas ces fonctions à temps pleins.

À cela on peut rajouter que pour les nouveaux entrants, la démarche de travail était totalement nouvelle et soumise à un calendrier particulièrement serré pour l'élaboration des contrats.

Cet ensemble d'éléments révèle toute la diversité des profils et des contextes.

Les différents temps d'échanges, qu'ils soient formels (regroupement) ou informels, ont plus portés sur la nécessité de prendre du recul, de se décentrer au regard du territoire et de la somme de problèmes à traiter. La priorité a ainsi été donnée à la clarification et la compréhension de l'information ainsi qu'à la résolution des problèmes concrets rencontrés sur les différents territoires.

Une pluralité de sujets a été abordée lors des temps de rencontre des membres, notamment les questions autour de la rénovation urbaine, les conseils citoyens, la prise en compte des thématiques transversales comme les discriminations, des sujets plus techniques comme la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et la démarche d'évaluation des contrats de ville.

La complexité du champ de la politique de la ville et la contrainte de temps pour élaborer les contrats de ville a renforcé le sens et l'intérêt du réseau, au regard des nouveaux besoins de ses membres. Nous constatons que ce collectif fonctionne bien. Les professionnels s'interpellent plus facilement. Chacun peut être "ressource" pour l'autre. L'appartenance au réseau permet d'avoir la légitimité de l'interpellation ente pairs et permet de s'assurer de la validité des informations qui circulent.

Calendrier et contenus du réseau des Chef-fe-s de projets et chargé-e-s de mission des contrats de ville

| Date | Lieu | Contenu |
|-------------|------|---|
| 12 mars | R&T | Point sur l'élaboration des contrats de ville : <ul style="list-style-type: none"> • Les étapes du diagnostic participatif : problématiques et enjeux, freins et atouts • Les équipes projets Invitation - Tactikollectif , structure associative œuvrant dans le domaine de la lutte contre les discriminations. |
| 19 mai | | Conseils citoyens : restitution de l'état des lieux et échanges de pratiques. |
| 11 juin | | Point sur les contrats de ville : projets urbains et ANRU, financements et exonérations fiscales, politique des attributions. |
| 1er octobre | | Point sur les contrats de ville : <ul style="list-style-type: none"> • signature, signataires • Habitat, Projets urbains, PNRU • Mise en place des conseils citoyens • Actions emploi /développement économique |
| 3 décembre | | Point sur les contrats de ville : les priorités d'actions (contraintes, leviers) et développement économique Point sur les conseils citoyens |

59 participants pour l'ensemble de ces journées.

Réseau des Coordonnateur.trice.s des PRE

Le réseau des Coordonnateur.trice.s des PRE est un réseau de fonction. Il s'agit, en général, de techniciens qui n'ont pas en charge la responsabilité d'un service au sein de leur collectivité. Ces professionnels sont marqués par un fort isolement dans leur poste lié à une absence de lien fonctionnel avec les autres services. Les coordonnateurs sont généralement à temps pleins, mais il y a quelques exceptions.

Avec la réforme de la politique de la ville et les nouveaux contrats de ville, de nouveaux programmes se mettent en place (Auch, Rodez, Cahors, Carmaux, Montauban). Le réseau, notamment le noyau dur constitué des membres les plus anciens, est particulièrement aidant et formateur pour ces futurs PRE.

Les membres de ce réseau se connaissent bien et les interpellations entre membres sont fréquentes hors journées de regroupement, notamment pour les questions les plus techniques. Au-delà les simples contacts, de fortes interactions se sont développées et les membres du réseau n'hésitent pas à se déplacer sur les différents sites pour y apporter une contribution particulière. Les nouveaux coordonnateurs ont ainsi organisé des regroupements ou des rencontres sur leur propre site.

C'est le cas notamment à Auch, où le CIRCA (résidence d'artistes fortement soutenue par la collectivité) a accueilli le réseau pour un séminaire de deux jours. Cette rencontre a permis d'engager une réflexion collective sur les éléments fondamentaux à communiquer aux familles et aux partenaires du PRE afin que chacun puisse avoir les bases nécessaires pour réaliser sa propre plaquette d'information.

Le Coordonnateur d'Albi est intervenu sur les sites de Castres, Rodez et Decazeville. La Coordinatrice et le Référent de Decazeville sont intervenus à Villefranche de Rouergue, ainsi qu'à Rodez à l'occasion de la journée de présentation du contrat de ville dans le cadre d'une table ronde pour présenter le fonctionnement et les modalités de mise en œuvre du PRE.

La Coordinatrice d'Auch a également participé à un regroupement de l'Équipe Pluridisciplinaire de Service (EPS) sur le site de Tarbes.

Des exemples qui témoignent d'un bon fonctionnement et traduisent la pertinence de cette démarche de travail basée sur la souplesse et la solidarité.

| Date | Lieu | Contenu |
|--------------|--------------|--|
| 19 mars | R&T | Présentation du bilan PRE de l'albigeois / 2006-2013- Philippe ABELARD, coordonnateur |
| 18 / 19 juin | CIRCA à Auch | La place du PRE dans les nouveaux contrats de ville, quel changement ? Conception et élaboration collective d'une plaquette de présentation d'un PRE |
| 24 septembre | R&T | Les équipes pluridisciplinaires de service (EPS) dans le PRE La place des parents |
| 10 décembre | R&T | Point sur les nouveaux PRE Actualisation de la fiche de présentation / présentation PRE sur site R&T (avec Jenny COLLIN, chargée d'information et de documentation à R&T) |

49 participants pour l'ensemble de ces journées.

Réseau des coordonnateurs des CISPD / CLSPD

Depuis 2011, le réseau PEP'S (pour Prévention Et Politiques de Sécurité) met en réseau les coordonnatrices des CLSPD/CISPD de Midi-Pyrénées. Il est né du constat exprimé et partagé par plusieurs acteurs d'un relatif isolement au sein de leur territoire et d'un besoin d'échanges entre professionnels de la prévention de la délinquance.

Le législateur prévoit que les communes de plus de 10 000 habitants mettent en place un CLSPD. Dans les faits, toutes ne se saisissent pas de cette obligation. L'interprétation de la loi est très variable en fonction des volontés politiques locales. Par ailleurs, il y a une multitude de situations d'un territoire à un autre sur la manière dont un CLSPD fonctionne et avec quels moyens dédiés.

Cette réalité génère une diversité de type de poste de « coordonnateur ». Pour de nombreux agents, il s'agit avant tout d'une mission supplémentaire rajouté à celles qu'ils ont déjà. Le temps consacré à l'exercice de la mission est par conséquent lui aussi très variable, il s'agit le plus souvent d'un temps partiel, rarement d'un temps plein et la coordination du CLSPD n'est pas la mission prioritaire.

La lisibilité du poste de coordonnateur n'est pas toujours évidente compte tenu de la transversalité de la mission et parfois de l'absence de cadre.

Les CLSPD ne sont pas nécessairement adossés à une stratégie territoriale ou un plan local de prévention de la délinquance. Cela réduit d'autant la mission et la limite à de la coordination d'actions ponctuelles au détriment d'une vision plus stratégique et réellement territoriale. Dans ce cas, ce sont les orientations générales issues de la stratégie nationale de prévention de la délinquance qui font office de cadre de référence.

Le niveau de responsabilité des membres peut lui aussi être très variable avec parfois des responsabilités de services très importants. Les postes dédiés sont naturellement plus investis et permettent une approche plus globale et plus transversale. Le profil du coordonnateur permet d'aborder le sujet selon des optiques

bien différentes selon qu'il s'agisse, à titre d'exemple, d'un policier municipal ou d'un éducateur jeunesse. Enfin, le rapport élu / coordonnateur reste un élément déterminant dans le fonctionnement du CLSPD et le développement de la mission du coordonnateur.

La dynamique de ce réseau est portée par un noyau dur issu de cycles de formation antérieurs (cnfpt, 2009 - 2010) sur la prévention de la délinquance. Il s'agit de professionnels aguerris, très impliqués, toujours très présents et moteurs dans les échanges. Les autres membres du réseau et les plus nouveaux participent de manière plus aléatoires.

Les rencontres sont organisées autour d'une thématique spécifique (ex : les violences intrafamiliales, la prévention de la radicalisation), avec mise en avant d'outils et dispositifs expérimentés dans les territoires (ex : le rappel à l'ordre, les conseils droits et devoirs des familles, l'hébergement d'urgence pour les victimes de violences).

Les rencontres sur sites, avec présentation du territoire et du mode d'organisation du CLSPD, sont fréquentes et occupent une place importante dans les échanges au regard de la nécessité de prendre du recul, de se décentrer mais aussi du fait de la diversité de ces modes d'organisation.

La place des temps d'échanges plus informels et conviviaux est déterminante. Elle renforce le climat de confiance et la solidarité entre les membres du réseau ; ce qui permet de parler plus librement des problèmes rencontrés dans le cadre du travail.

Au-delà des quatre rencontres annuelles, les membres échangent directement entre eux de manière ponctuelle pour des recherches d'information et du partage d'expérience.

Par ailleurs, nous effectuons une veille et nous transmettons directement les informations utiles à tous les membres. Nous avons également mis en place un dossier thématique numérique qui permet d'avoir une base d'information commune et facilement accessible (site Web).

Actuellement, des projets sont en cours, notamment pour la valorisation de bonnes pratiques (type fiche d'expérience).

Calendrier et contenus des rencontres des Coordonnateurs CLSPD / CISP

| Date | Lieu | Objet de la rencontre |
|------------|--------------------|---|
| 13-mars-15 | Tournefeuille (31) | Prévention de la récidive (dont rappel à l'ordre) |
| 26-juin-15 | Moissac (82) | Schémas locaux de tranquillité publique |
| 15-oct-15 | Fleurance (32) | Dispositifs d'accompagnement à la parentalité (dont CDDF) |
| 14-déc-15 | Labège (31) | Prévention des violences intrafamiliales |

30 participants pour l'ensemble de ces journées

Réseau des formateurs FLE / FLI

Ce réseau concerne des organismes de formation et des associations de proximité qui interviennent dans le cadre de prestations sur les marchés publics du champ linguistique (OFII , DRJSCS).

Tous ces professionnels ont été formés à la « démarche FLI » pour Français Langue d'Intégration, (une didactique pour l'apprentissage de la langue en situation d'immersion) et travaillent pour des structures labellisées.

Ces formateurs interviennent auprès de publics de niveau..... à l'échelle de Midi-Pyrénées, il s'agit d'un groupe de 80 personnes. Un noyau dur est constitué de personnes issues pour la plupart de la Haute Garonne et des sites en proximité.

Les professionnels des sites les plus éloignés participent de manière plus ponctuelle mais utilisent la plateforme numérique réservée aux membres (site internet de R&T). Cette plateforme contient des ressources pédagogiques, principalement des « scénario pédagogiques » réalisés par les membres eux-mêmes, ainsi qu'un forum de discussion.

Il existe aussi un dossier thématique numérique qui contient l'essentiel des informations utiles sur la thématique, mais il est lui, ouvert à tous publics.

Les informations diffusées par R&T passent avant tout par un Scoop It, intitulé « Savoirs & Compétences »

Les rencontres ont lieu essentiellement sur Toulouse pour des raisons pratiques liées au déplacement, compte tenu d'une couverture régionale complète. Par ailleurs, les rencontres sur notre site permettent un passage à l'espace documentaire pour la consultation ou l'emprunt d'ouvrages.

Le réseau a produit des outils communs tel le « mémo du formateur » et le « mémo du coordonnateur » ainsi que des outils indispensables, des sitographies et des bibliographies pour intervenir auprès de publics non scolarisés. Chaque regroupement donne lieu à un compte rendu, diffusé par la suite à l'ensemble du réseau.

Au regard des autres réseaux que nous animons, celui-ci est plus orienté « échanges de pratiques », ce qui est en lien avec sa genèse. Il s'est en effet initié à partir des temps d'échanges de pratiques réalisés dans le cadre des formations initiales « formateur FLI ». Le cadre de financement (FAMI) de ces professionnels conditionne très fortement (fiches de présence, compte rendus, calendriers, ...) sans toutefois bloquer les processus d'échanges toujours riches et dynamiques.

Réseau des professionnels des ESAT (Établissements et Services d'Aide par le Travail)

Ce réseau a été mis en place sur l'impulsion de R&T, suite à des demandes autour de la mise en place d'ateliers de "maintien des acquis" par des professionnels utilisateurs du centre de documentation. La logique de travail en réseau n'est pas inconnue des ESAT, mais traditionnellement ces établissements utilisent plutôt le réseau « santé ».

Une quinzaine d'établissements sur Midi-Pyrénées répartis sur l'ensemble des départements, participent à ces échanges. Les ESAT sont portés par des structures de gestion différentes. Les professionnels peuvent se rencontrer à l'occasion de manifestations dans une même entité, mais ils ne sont pas liés par un projet commun et les pratiques restent très diverses. Il s'agit de formateurs ou d'animateurs chargés d'animer les ateliers d'apprentissage de la langue. Il n'y a pas de moniteurs d'ateliers.

Les ateliers d'apprentissage de la langue sont ouverts tous les jours. Les professionnels sont aussi amenés à accompagner les publics, une démarche qui s'inscrit dans une volonté d'ouverture des établissements. Il s'agit principalement de recherche de lieu de stages et de recherche d'emploi, ainsi que de tout ce qui peut concourir au plus grand développement de l'autonomie de la personne.

Il y a une grande richesse de pratiques liée à la variété des supports pédagogiques. Les Savoirs de Base sont développés en lien avec l'activité professionnelle, mais aussi avec la vie sociale et culturelle.

Le profil des professionnels est très variable, sciences de l'éducation, travail social, des compétences développées autour du handicap.

Dans le cadre des rencontres des membres du réseau, beaucoup de questions sont centrées sur la démarche d'apprentissage, et les schèmes opératoires qui y sont associés, tel que l'attention, la mémoire, etc. Les questions de déficience et de développement cognitif sont tout autant de pistes de réflexions, car les modalités de travail sont complexes, compte tenu du handicap du public. Les professionnels expriment un fort besoin d'échanges, lié à la nécessité de trouver de nouvelles pistes de travail, afin d'éviter les mécanismes d'épuisement professionnels.

Très avancé dans la reconnaissance par la validation des acquis, notamment avec la mise en place dès 2001 du dispositif « différent et compétent », les professionnels réfléchissent ensemble dans l'évolution de leur métier. Les échanges permettent de faire des visites sur sites, ce qui favorise l'enrichissement mutuel.

Dans cette dynamique des outils pédagogiques ont pu être conçus, tel un guide d'évaluation des Savoirs de Base, réalisé par l'équipe du Comminges qui sera ensuite proposé à l'ensemble des établissements.

La Chaîne des Savoirs dans le Tarn : réseau départemental de Lutte Contre l'illettrisme

Nous avons impulsé ce projet de réseau dans le Tarn en 2013 avec l'appui d'**Anne VINERIER**, Docteure en Sciences de l'Éducation, spécialisée sur la question de l'illettrisme, auteure de nombreux ouvrages et articles.

Pour rappel, la Chaîne des Savoirs permet aux adultes en situation d'illettrisme de s'organiser pour témoigner de leur parcours, de revendiquer le droit d'apprendre ou de réapprendre.

- 4 rencontres avec le groupe partenarial :
 - 22 janvier
 - 5 mars
 - 8 octobre
 - 5 novembre

Présentation du maillon du Tarn réalisée par les ambassadeurs sur le site de la Chaîne des Savoirs : <http://www.chainedessavoirs.org/>

Participation à des réseaux

Réseau du PREFAS

La DGAS a impulsé en 2004, dans chaque région, la mise en place de Pôles de Recherche, d'Etude et de Formation en Action Sociale (PREFAS) dont l'objectif est de valoriser la recherche dans le travail social et articuler le travail des chercheurs avec celui des formateurs et des praticiens. Le pôle de Midi-Pyrénées regroupe les sept centres de formation de travailleurs sociaux, l'Université de Toulouse Le Mirail et R&T. A l'origine cet appel à projet était adressé aux centres de formation en travail social, néanmoins, **la préfecture de région a souhaité que R&T puisse s'inscrire dans cette dynamique de manière à amener la plus-value politique de la ville.**

Les grandes missions de la plateforme sont les suivantes :

- Identification et localisation des productions et des acteurs
- Soutien et collaboration à la recherche
- Soutien à la valorisation et à la diffusion des savoirs
- Coordination des centres de ressources documentaires
- Études régionales
- Veille sur les qualifications sociales

Objectif

- Apporter les éléments d'expertise d'un centre de ressources au regard des professions du secteur social
- Développer un service d'échanges des ressources et de l'information dans le secteur de l'observation sociale

Contenu

Participation aux différentes instances de pilotage et de coordination : COPIL, Groupe Technique et Scientifique.

Le positionnement de Ressources & Territoires au titre de la politique de la ville amène un regard et une analyse différents par rapport aux professionnels du secteur social. Ceci permet un « décentrage » et une lecture des problématiques inscrites dans une globalité.

Il est indispensable pour le secteur social d'envisager une adaptation de leurs métiers aux réalités qui évoluent. Il est nécessaire que le professionnel sorte d'une relation duelle exclusive, « soignant soigné ». Il doit concevoir maintenant son travail de façon partenariale, il ne tient qu'une petite partie de ce qui fera évoluer l'individu et il se doit de l'articuler avec les autres intervenants. D'autre part, agir sur l'individu seulement n'est plus suffisant il faut également agir sur le système et le jeu d'acteurs.

Il est également important d'amener les élus, qui sont les principaux employeurs des travailleurs sociaux, à s'approprier les problématiques de la gestion d'une ville dans une démarche de cohésion sociale avec une approche globale et non parcellaire en fonction de l'exercice des compétences de chacun.

Les enjeux de professionnalisation dans le champ du travail social et médico-social

R&T a participé à la préparation et l'animation d'un séminaire (23 novembre) sur les enjeux de la professionnalisation dans le champ du travail social et médico-social.

Ce séminaire s'est inscrit dans la suite des Etats Généraux du Travail Social réalisés en 2014.

IL a permis d'aborder les questions relatives aux transformations sociétales actuelles, du travail et des organisations et de mener une réflexion sur la professionnalisation.

Le champ de la formation a été également réinterrogée dans ses modalités pédagogiques (Tronc commun – Spécialisations, Contenus d'Enseignement, Modalités pédagogiques...) et dans ses pratiques d'alternance.

La journée a été organisée en deux parties, une matinée de conférence abordant les enjeux de professionnalisation, la place des expériences personnelles et de stage des étudiants dans leur parcours et les enjeux identitaires et de reconnaissance engagés pour les professionnels actuels. L'après-midi a été consacrée à des ateliers reprenant les éléments de conférence de la matinée et en ouvrant également à d'autres axes autour de ces questions.

60 professionnels ont participé à ce séminaire

INSEE

Depuis 2011, dans le cadre d'une convention entre l'INSEE et la DRJSCS et Ressources & Territoires, plusieurs actions ont été menées : diagnostic de quartiers prioritaires, formations de l'outil INSEE avec les chefs de projets, 2 «6 pages » sur les ZUS et les CUCS de Midi Pyrénées.

En 2015, l'élaboration des contrats de ville suite à la loi de 2014 a pris le pas sur la collaboration entre l'INSEE et R&T.

POSMIP

La plateforme d'observation sociale est un outil d'aide au pilotage des politiques de solidarité et de maintien de la cohésion sociale menées en Midi-Pyrénées. L'objectif principal de la plateforme qui est de produire une connaissance partagée et utile aux acteurs locaux peut être décliné en quatre points :

- Recenser, mettre à disposition et valoriser les travaux existants
- Mutualiser, décloisonner, impulser la réalisation d'études ou de travaux en commun
- Repérer et analyser les besoins en matière d'observation, d'études, identifier les priorités d'action
- Réunir les partenaires, échanger sur les bonnes pratiques, partager et contribuer à animer le débat public

R&T participe aux différentes rencontres afin de relayer et diffuser les différentes informations tout en valorisant la démarche.

Rencontres 2015

Nous avons participé à 2 rencontres en 2015. Celles-ci concernaient une étude sur les violences faites aux femmes au sein du couple en Midi-Pyrénées, journée de lancement (débat sur la méthodologie de travail) et journée de restitution de l'étude. Cette étude a été réalisée par l'observatoire de la santé avec le soutien financier et sous la coordination de la DRJSCS et de la DRDFE.

Le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

L'objectif de ce réseau est de contribuer à une mise en cohérence, une cohésion et une capacité d'anticipation sur la fonction ressources au sein de la politique de la ville. Un regroupement est organisé en moyenne tous les deux mois, sous forme de séminaire de deux jours.

Les différentes rencontres permettent de :

- nourrir une réflexion stratégique sur la politique de la ville ;
- débattre de l'actualité directement avec le CGET ;
- partager une culture commune des missions, rôles et pratiques des CRPV ;
- favoriser la diffusion d'une vision commune au sein des CRPV.

Nous avons participé à 1 rencontre :

- Paris : 6 juillet, rencontre du réseau avec la Secrétaire d'Etat à la politique de la ville
- Saint Denis : 26 et 27 novembre

Capitalisation & Diffusion

Fonds documentaire

Productions

Veille et diffusion de l'information

Le Service Information Documentation (Service InfoDoc)

La mission Information & Communication s'est structurée et développée depuis la création du Service InfoDoc depuis 10 ans maintenant.

À ce jour, deux personnes contribuent à son bon fonctionnement : la chargée d'Information et de Documentation depuis 2005 et l'assistante de formation et de communication depuis juillet 2013.

Depuis 2005, le Service Information Documentation s'est construit au fur et à mesure des demandes et des besoins des professionnels, en activités diverses que nous regroupons autour de 4 volets d'activités et services associés.

Gestion/Animation des Ressources

De nombreux documents « physiques » constituent le fonds documentaire de Ressources & Territoires et sont tous empruntables sur demande. La majorité des supports – ouvrages, rapports, outils pédagogiques,... – sont référencés dans une base documentaire interrogeable en ligne et à distance : [COSOTer](#). Une politique d'enrichissement du fonds et de la base est effective et se renouvelle chaque année.

Le fonds documentaire et la base Ressources : COSOTer

Actualisation du fonds en 2015 : les ressources « physiques »

Ouvrages de référence et guides didactiques sur l'ensemble des politiques publiques, acteurs et dispositifs, publics et territoires, renouvellent chaque année le fonds déjà existant.

Thématiques du Fonds

- Apprentissage des savoirs de base et de la langue française
- Éducation et Réussite éducative
- Prévention de la délinquance et Sécurité
- Santé
- Habitat et cadre de vie
- Emploi et insertion
- Égalité femmes / hommes
- Lutte contre les discriminations

En 2015, ont particulièrement été étoffés les champs de la pédagogie, de l'apprentissage et des TICs – Technologie de l'Information et de la Communication - de la formation aux compétences clés, des Troubles Spécifiques de l'apprentissage, de la politique de la ville et du décrochage scolaire.

Les achats documentaires

Une centaine de documents ont enrichi le fonds documentaire, dont des coffrets spécifiques en lien avec l'apprentissage des compétences professionnelles (PIRIAC Éditions).

Ouvrages



Coffrets – Les formateurs ont du talent



Site des éditions Piriac
<http://www.lesformateursontdu talent.fr/accueil-portfolio/>

Actualisation du fonds : les Ressources « numériques »

Outre les documents physiques référencés dans la base COSOTer pour assurer le prêt auprès des usagers, 2857 documents au format numérique (pdf, powerpoint, word et vidéo confondus) peuvent être téléchargés et/ou renvoient sur le site d'origine en ligne (2063 documents en 2014).

Ce chiffre comptabilise bien entendu les productions des centres de ressources régionaux.



Extrait – Acquisitions 2015

Apprendre à apprendre

- * Apprendre à lire. Des sciences cognitives à la salle de classe. Stanislas Dehaene. Ed. Odile Jacob, 20 octobre 2011
- * Apprendre avec le numérique. Franck Amadiou et André Tricot. Ed. RETZ, oct. 2014
- * Comprendre les chemins de la connaissance 2e éd. Une pédagogie du sens, Chronique sociale.
- * L'arbre du savoir-apprendre. Hélène Trocmé-Fabre. Éditions Être et connaître, 2 août 2004
- * Le plaisir d'apprendre. Philippe Meirieu, Emmanuelle Daviet, François Dubet, Bernard Stiegler. Ed. Autrement, mars 2014
- * Les apprentissages professionnels informels. Sous la dir. de Philippe Carre et Olivier Charbonnier. Savoir et formation - déc. 2003, 106 p.
- * Les TICE en classe, mode d'emploi. Ghislain Dominé - Éditions ESF, juin 2014.
- * Apprendre à apprendre. Jean-Michel ZAKHARTCHOUK. Réseau Canopé, janv. 2015. 135 p.
- * Apprendre avec les pédagogies coopératives. S. CONNAC. 336 p. Coll. : Éclairer
- * Éduquer la mémoire. Marie-Josée Couchaère, ESF Éditeur 1981
- * Du sens au signe - Du signe au sens. Une méthode intégrative pour apprendre à lire et devenir lecteur à l'âge adulte. Patrick MICHEL. Éditions du Collectif Alpha, 2013
- * Écrire pour apprendre. Jean-Noël FERRAND, L'Harmattan, 2014, 318 p.
- * Savoirs de base et compétences clés: Vers une autre approche pédagogique dans les actions de lutte contre l'illettrisme. Marie Liesse Nimier. Éditions Universitaires Européennes, 22 sept. 2014, 108 p.
- * Enseigner en apprentissage, CNRAA édition 2014. 45 p.

Pédagogie

- * Construire et animer une session de formation. Bernard Lamailoux. Coll. : Fonctions de l'entreprise, Dunod, 2014 - 200 p.
- * Faire connaissance et participer. Thierry Pinoy, Catherine Stercq, Joëlle Dugailly, Natacha Mangez, Muriel Desbois et Anne Loontjens. Réédition du Collectif Alpha, 2010 - 96 p.
- * Pédagogie de l'activité : pour une nouvelle classe inversée. Alain TAURISSON et Claire HERVIOU
- * Transmettre, apprendre. Marie-Claude Blais, Marcel Gauchet, Dominique Ottavi. Stock ; Coll. Les essais ; 251 p.
- * Élèves difficiles ? Osez les ruses de l'intelligence. Yves Guégan, ESF Éditeur, 2015

Jeu

- * Concept. Jeu. Gaëtan Beaujannot, Alain Rivollet.
- * Dixit (Libellud). Une image vaut mille mots !

Société / Cohésion sociale / Politique de la ville / TIC / Jeunesse

- * L'Égalité des territoires, une passion française. Philippe Estève, PUF, 2015, 192 p.
- * Éducation populaire et politique de la ville. Résonances, n°22
- * L'empowerment : une pratique émancipatrice. Marie-Hélène Bacqué, Carole Biewener. Ed. La découverte, 2013
- * Refaire la cité. L'avenir des banlieues. Didier Lapeyronnie, Michel Kokoreff. Coédition Seuil-La République des idées, 2013. 128 p.
- * Adolescence et idéal démocratique : accueillir les jeunes des quartiers populaires Broché – 29 oct. 2014
- * Adolescents en danger d'illettrisme. Corinne Gallet, Tom Pousse Éditions, 2014, 208 p.
- * L'éducation buissonnière. Quand les adolescents se forment par eux-mêmes. Anne Barrère. Armand Colin, 2011
- * Nos ados.com en images : comment les soigner. Xavier Pommereau. Odile Jacob, 2011.
- * L'école, le numérique et la société qui vient. Philippe Meirieu, Denis Kambouchner, Bernard Stiegler. Éd. de Poche, janv. 2012
- * Petite Poucette. Michel SERRES, Éd. Le Pommier, 84 p. 30 mars 2012
- * 3 - 6 - 9 -12 : Apprivoiser les écrans et grandir Broché – 3 octobre 2013. Serge Tisseron. Ères 2013
- * Une école sans échec. L'enfant en difficulté et les sciences cognitives, Hervé GLASEL, Ed. Odile Jacob

Troubles spécifiques du langage

- * ANAE 2015, n°135. Troubles du langage et apprentissage.
- * ANAE 2014, n° 128. Quoi de neuf dans les Troubles Spécifiques de l'Apprentissage ?
- * ANAE 2013, n° 125. Dossier coordonné par Catherine Billard
- * Les mathématiques apprivoisées : Pour en finir avec les blocages en maths de Siety. Anne Siety, Hachette Littératures, 2006
- * Adultes dyslexiques - Des explications... Des solutions...Anne-Marie Montarnal. Tom Pousse Éditions
- * Effet domino dys. Roselyne Guilloux. Chenelière éducation
- * La revanche des nuls en orthographe, Anne-Marie Gaignard, Calman Lévy 2012
- * Le cerveau atemporel des dyslexiques. Les comprendre pour les aider. Chantal Wyseur. Desclée de Brouwer nov. 2009
- * Objectif mémoire. Au lycée et à l'université, (re)trouvez le goût de travailler avec plaisir et efficacité. Hélène Weber. Eyrolles, 2013
- * Peut-on mesurer l'intelligence ? Sylvie Chokron. Les Plus Grandes Pommes du savoir. 128 p.



Journées Portes Ouvertes du Centre de Ressources

Dans le cadre de la semaine nationale de lutte contre l'illettrisme, Ressources & Territoires a ouvert ses portes pour échanger entre acteur-trice-s de l'accès aux savoirs ; identifier les dispositifs de prévention et de remédiation en apprentissage des savoirs, (re)découvrir et/ou s'appropriier les nouvelles ressources.

Intervenant-e-s : CNFPT, délégation régionale, Association Lire et Faire lire Midi-Pyrénées ...

<http://www.ressources-territoires.com/decouverte-ressources.php>

Les abonnements : les 12 abonnements souscrits en 2014 ont été renouvelés en 2015 et restent disponibles au numéro pour une consultation sur place et/ou un emprunt – hors dernier numéro –.

Actualité de la formation

Info formation (ex-Inffo flash -Centre Inffo)

Éducation / ingénierie pédagogique

Les Cahiers pédagogiques
Diversité ville école intégration
Éducation permanente

Interculturel

Écart d'identité
Savoirs et formation (fédération EAFTI)

Veille/information

Net ressources

Alphabétisation

Journal de l'alpha

Développement local/société/ville

Urbanisme

Sécurité

Les cahiers de la sécurité intérieure - nouvelle série

Local

La sept (TO 7)
Friture

Les ressources documentaires en départements : les malles

Ces malles s'adressent prioritairement aux professionnels de la formation, de l'insertion, de l'accompagnement : formateurs, mais aussi aux conseillers, animateurs, ... Elles visent à pallier l'éloignement géographique du centre de ressources régional. Vingt-quatre références sont proposées à l'emprunt dans les départements. Elles constituent une aide précieuse à la construction/animation de séquences pédagogiques.

Contenu des malles

Elles compilent supports pédagogiques, méthodes, démarches et références théoriques rassemblés dans 2 valises à roulettes distinctes pour en faciliter le transport.

Elles viennent enrichir un fonds documentaire existant pour la plupart des sites (4/6). Le contenu de ces malles est revisité chaque année à l'occasion de la présentation des nouvelles ressources en départements.

Thèmes exploités : l'éducabilité, la dynamique de groupe, la lecture-écriture-jeu, l'orientation professionnelle, l'Interculturalité, le FLE/FLI, la problématique de l'illettrisme, l'apprendre à opérer/calculer...

Les relais dans les départements de Midi-Pyrénées

Les relais sont des structures-partenaires qui facilitent l'accès à la documentation mise à disposition dans les sites et assurent la gestion de l'emprunt des ressources du fonds documentaire et des malles. Ils existent dans tous les départements de Midi-Pyrénées dans le cadre de convention d'échanges de service.

| Les Relais des malles pédagogiques en Midi-Pyrénées | | | | |
|---|---|---------|--|----------------|
| Ville | Structure | Service | Personne ressources | Téléphone |
| Foix | FDFR 09 - Fédération Départementale des Foyers Ruraux de l'Ariège | | Véronique RIEFFEL | 05 62 01 56 74 |
| Rodez | Mission Locale Antenne Rodez | | Sandrine BERNAT | 05 65 73 85 85 |
| Saint-Gaudens | Médiathèque départementale 31 | | Josiane CHOLET | 05 62 00 90 30 |
| Auch | Association IMAJ' 32 | | Corynn THYMEUR | 05 62 60 21 21 |
| Cahors | Centre Social Sainte-Valérie 46 | | Élisabeth BOUYSSOU | 05 65 20 00 43 |
| Tarbes | Mission Locale / MCEF | | Josiane LABAT | 05 62 56 34 48 |
| Albi | GRETA Nord | | Thierry GOUËT | 05 63 48 13 70 |
| Montauban | Service Politique de la Ville du Grand Montauban ; les Malles sont disponibles à la Maison des Associations | | Catherine DAVID et/ou Patrick DESCHESESNES | 05 63 22 19 90 |

Fonds documentaire constitué des malles 1, 2 et 3.

Les 2 dernières malles 4 et 5.

Personnes-relais

Pour consulter et/ou emprunter les mallettes, les professionnels intéressés doivent se mettre en rapport avec la personne identifiée dans le relais du département souhaité.

Évaluation quantitative et qualitative

2015 – Toutes les mallettes ont été empruntées dans chaque site relais, hors département du Tarn.

Dans les départements, les mallettes ont été mobilisées par des structures, telles que :

- **Ariège Alpha** (09/Organisme de formation en Alpha, FLE/FLI)
- **UDAF 09** (Union Départementale des Associations Familiales)
- **Ligue des droits de l'Homme** (09/Association de Défense et d'Éducation aux Droits de l'Homme)
- **Loisir Éducation et Citoyenneté** (association qui œuvre au quotidien dans les champs des politiques éducatives, de la formation, des loisirs et de la culture)
- **Centre social du Courbet** (Centre social CAF, espace intergénérationnel)
- **Instep Midi-Pyrénées** (09/Organisme de formation associatif en insertion socioprofessionnelle et formation aux métiers de la formation)
- **Myriade Association** (12/Association d'éducation populaire et de soutien aux publics migrants)
- **CRAISAF** (12 - Comité Rouergat d'Aide à l'Insertion Sociale par l'Apprentissage du Français - Aide à l'insertion de jeunes étrangers par l'apprentissage du français)
- **NATIF** (32/Organisme de formation formant au FLE, FLI pour faciliter l'intégration des personnes francophones)
- **REGAR** (32/Centre de formation pour l'apprentissage du français, chantier d'insertion environnement, pôle santé avec actions de prévention)
- **Cité scolaire d'Artagnan** (32/ Nogaro)
- **Portes Ouvertes** (65/Association d'apprentissage de la langue ...)
- **Resto du cœur** (65/Association caritative qui propose des ateliers d'apprentissage de la langue)
- **FJT de Tarbes – Foyer de Jeunes Travailleurs** (65)
- **AFTRAM** (82/Aide aux familles des Travailleurs Migrants)
- **AMISS – Aide à une meilleure insertion scolaire et sociale** (82)
- **CPARLESMO** (82/Culture Parcours Langue Échange Savoir)
- ...

Accueil - Accompagnement/Conseil

Contexte et perspectives

L'espace documentaire de R&T est un lieu d'accueil pour tout public. Sont assurées des permanences du mardi au vendredi pour tout individu ou groupe souhaitant travailler in situ.

Horaires d'accueil

- du mardi au jeudi : 9h00-13h00 / 14h00-17h00.
- vendredi : 9h00-13h00 / 14h00-16h00.

Fermeture les lundis.

En 2015, 465 visites ont été enregistrées pour un total de 165 personnes (hors passages des usagers du CNFPT).

La fonction accompagnement/conseil

Tout 1^{er} accueil s'effectue, en principe, sur rendez-vous. Il requiert généralement une vingtaine de minutes par personne et une demi-heure ou trois quart d'heure par groupe : présentation de la structure, du programme de formation, du Service d'Information et de Documentation, des ressources, réponses aux questions.

Ce 1^{er} accueil engendre la plupart du temps d'autres rendez-vous qui prennent alors la forme d'entretiens, d'accompagnement-conseil sur les ressources menés conjointement par l'ensemble de l'équipe : chargée InfoDoc, chargée de formation, chargées de mission et responsables.

Données chiffrées, 2015

En 2015, l'espace documentaire a accueilli 165 usagers, 107 structures dont 22 en accueil de groupes - au moins 2 personnes - .

Sur les 107 structures accueillies, 54 interviennent sur les territoires en contrats de ville.

Par ailleurs, deux après-midi entières ont été consacrées à la présentation du fonds documentaire aux 2 groupes de stagiaires du cycle de formation : **Développer ses compétences de formateur (DCF) et Développer ses compétences de formateurs FLI (DCF FLI)**: 27 février et 23 sept. 2015.

État des fréquentations et des prêts Espace documentaire

Évolution des données

| État des fréquentations | Usagers | Visites | Prêts |
|-------------------------|------------|------------|------------|
| 2011 | 160 | 410 | 977 |
| 2012 | 140 | 363 | 1055 |
| 2013 | 147 | 401 | 921 |
| 2014 | 171 | 477 | 987 |
| 2015 | 165 | 465 | 832 |

Nota bene : Ne sont pas comptabilisées dans ce tableau, les statistiques d'accueil/renseignements qui concernent les agents du CNFPT, bien que ce type d'accueil soit fréquent, en raison de la mutualisation de l'espace documentaire commun au CNFPT et à R&T.

En 2015, n'ont pas été comptabilisés les renouvellements de prêts au-delà de la durée « officielle » d'un mois renouvelable sur demande, ce qui explique le total des prêts en 2015.

Le volet Diffusion

La démarche « veille »

La veille est une démarche coopérative de travail qui vise à valoriser des informations/actions thématiques et/ou territoriales intéressants les acteurs.

En tant qu'activité de fond, cette pratique s'effectue en continu par l'ensemble de l'équipe R&T, mais aussi par les collaborateurs Midi-Pyrénées et par les membres du réseau national des centres de ressources « Politique de la Ville ». Elle contribue à la connaissance et professionnalisation des acteurs du territoire.

La démarche « veille » participe de fait à l'alimentation des outils de diffusion de l'information – site, blog, S-Q/R (Service Question/Réponse) et donne lieu à des productions, tels les dossiers R&T ou les dossiers ressources, en ligne.

Zoom sur la DSI – Diffusion Sélective de l'Information – Service « Veille » ou alerte personnalisée.

La DSI ou service d'alerte sélective s'opère en fonction de l'actualité, du programme de formation et conférences et de l'acquisition des ressources. Elle s'adresse aux acteurs : partenaires, adhérents et usagers du GIP R&T et de manière privilégiée aux cinq réseaux d'acteurs animés par R&T que sont : le réseau des chefs de projet Contrat de Ville, le réseau des Coordinateur-trice-s Réussite Éducative et Coordinateur-trice-s Prévention de la Délinquance/Sécurité, le réseau des formateurs-trices FLI/FLE, enfin le réseau des professionnels des ESAT -Établissement et service d'aide par le travail - .

Depuis quelques années, parallèlement au service d'alerte « réseaux » mené par l'ensemble de l'équipe, R&T développe la formation « veille professionnelle : démarche, méthodologie et outils » auprès des acteurs pour favoriser leur autonomie vis-à-vis de la surveillance/gestion de l'information.

Depuis 2013 – 10 journées de formation ont été dispensées (formations inter, intra et animations de réseaux).

2015 – La coopération « veille documentaire » dans le cadre du réseau des centres de ressources Politique de la Ville et Cohésion sociale territoriale.

Cette coopération permet de réaliser quotidiennement un panorama de presse sur la politique de la Ville, directement accessible depuis le site web de R&T.

Il est possible de s'y abonner par mail ou par flux d'actualité.

Panorama de presse

> S'abonner par mail, en cliquant sur le bouton en haut et à gauche

> S'abonner par flux :

<http://www.scoop.it/t/actu-politiquedelaville/rss.xml>

Join Free



Le Site Internet : www.ressources-territoires.com

Le site internet représente le point d'entrée unique d'accès à toute action/production de R&T.



Il s'est enrichi, au fur et à mesure des années, d'entrées nouvelles : rubriques appels d'offres d'intervention, appels à projet, offres d'emploi, panorama de presse, ... En 2016, le site devrait être réorganisé.

En outre, il ouvre sur des rubriques plus spécifiques en termes de contenus telles que :

MENU DU SITE (sur la gauche)

Accéder à l'espace documentaire

L'accès à la [base Ressources COSOTer](#) : base mutualisée entre 6 centres de ressources politique de la Ville (Grand Sud-Ouest : Centre et Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, région PACA, et récemment le CR•DSU, région Rhône Alpes).

En Savoir Plus

Chapitre : Mutualisation des activités info-documentaires

Cartographie de l'accès aux Savoirs

Cette cartographie réalisée par R&T, avec le soutien de la DRJSCS Midi-Pyrénées, la DIRECCTE et le FSE présente l'ensemble des dispositifs d'apprentissage de la langue par départements/ dispositifs :

CAI et hors CAI - Contrat Accueil Intégration, Compétences clés - Socle de base, Compétences clés FLP – Français Langue Professionnelle –, OEPRE - Ouvrir l'école aux Parents pour la Réussite des Enfants, Apprentissage de la langue (DRJSCS), ASL – Atelier Socio Linguistique -, Français Langue d'Intégration.

Produit à forte valeur ajoutée pour tous les usagers, elle est régulièrement mise à jour, notamment grâce aux relais d'acteurs sur les territoires.



Cartographie Régionale des Territoires

En 2015, la rubrique « cartographie » s'est étoffée avec une nouvelle entrée territoriale plus dynamique : cette carte localise les communes en politique de la ville, les Programmes de Réussite Éducative (PRE) - et les Nouveaux Programmes Nationaux de Renouveau Urbain (NPNRU) -, en lien avec les Contrats de Ville (fiches synthétiques et Contrats de Ville - CDV -).

Vous pouvez consulter aussi le tableau récapitulatif de l'ensemble des contrats de ville et dispositifs territoriaux pour une vue d'ensemble et télécharger les Contrats de ville 2016.



Actualité des Territoires – le blog VIP (Veille Information Professionnelle)

Cette rubrique sert de relai pour toute information thématique locale sur les champs d'expertise de R&T :

- Politique générale de Cohésion sociale
- Accès aux Savoirs de Base
- Habitat–Cadre de vie
- GUP - Gestion urbaine de proximité
- PUI - Programme Urbain Intégré
- Éducation / Réussite Éducative
- Santé / ASV, Atelier Santé Ville
- Emploi / Développement économique
- ZFU - Zone Franche Urbaine
- Intégration-Lutte contre les Discriminations-Citoyenneté
- Égalité Homme-Femme
- Prévention de la Délinquance et Sécurité
- Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance
- Europe
- Société
- Culture

En 2015, le nombre d'abonnés-e-s à cette rubrique « Actualité des Territoires » par courriel s'élève à 146 personnes et ce, hors abonnement par flux RSS ou fil d'actualité.



Ce dernier type d'abonnement ne peut être comptabilisé informatiquement à ce jour, mais nous pouvons supposer que le nombre d'abonnés est en augmentation suite aux formations « veille professionnelle Internet », animées par la chargée InfoDoc.

En 2015, nous avons relayé une centaine de brèves d'informations des territoires relatives aux champs de la Cohésion Sociale Territoriale (départements de la Haute Garonne et du Tarn en particulier).

| Bilan intermédiaire au 3 nov. 2015 | 2015 |
|--|-------------|
| Thématiques | |
| Appel d'offres | 53 |
| Culture | 14 |
| Éducation | 30 |
| Égalité Homme-Femme | 14 |
| Emploi- Développement économique | 26 |
| Europe | 10 |
| Habitat. Cadre de vie | 12 |
| Intégration-Lutte contre les Discriminations-Citoyenneté | 48 |
| Politique générale de Cohésion sociale | 64 |
| Santé | 14 |
| Savoirs de Base | 40 |
| Sécurité et prévention de la délinquance | 34 |
| Société | 11 |

Offres d'emplois

R&T n'assure pas de veille spécifique sur les offres d'emploi mais sert de relai et/ou permet une mise en relation professionnelle pour les acteurs.

En 2015, 34 offres ont été publiées et diffusées dans le réseau d'acteurs.

Adhérer à R&T

Comporte tous les éléments nécessaires à une démarche d'adhésion au GIP.

- Fiche de présentation de Ressources & Territoires
- Schéma de projet
- Plan de développement à 3 ans
- Arrêté de renouvellement
- Convention constitutive
- Modèle de délibération d'adhésion
- Modèle de lettre d'intention
- Conditions d'adhésion

En outre, le site offre de nombreux points d'accès à l'information que nous ne recensons pas tous dans ce rapport.

Nos productions / Dossiers Ressources

Voir plus loin le chapitre consacré à la **Capitalisation**.

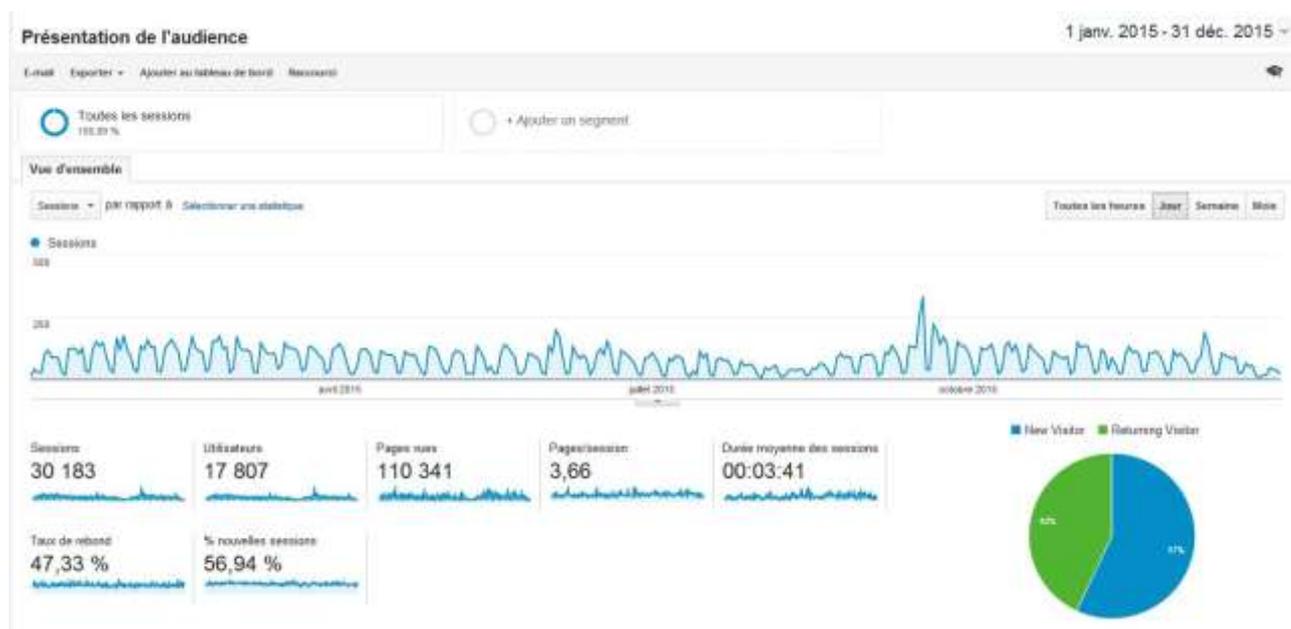
Objectif 2016 : mise en ligne de dossiers thématiques de veille en lien avec les axes thématiques de Ressources & Territoires (6 en 2015 ; 12 visés pour 2016)

Outil de valorisation et de diffusion de l'information par excellence, le site Web de R&T s'améliore chaque année un peu plus pour faciliter l'accès rapide aux actualités et favoriser la réflexion des acteurs sur les sujets qui les préoccupent.

L'augmentation régulière des visites et du nombre de visiteurs l'attestent.

Vue d'ensemble pour l'année 2015

En moyenne, nous comptabilisons environ 300 visites pour le jour.



Données chiffrées – Tableau synthétique et représentatif

Les visites sur le site augmentent régulièrement chaque année comme le nombre d'utilisateurs. En revanche, nous pouvons constater une légère baisse du nombre de pages vues. Cela peut s'expliquer notamment par le fait qu'un travail interne est en cours pour que les pages profondes soient directement accessibles depuis la page accueil. Cf ; la cartographie « apprentissage de la lange » : cette page n'est plus sous l'onglet « accès aux savoirs de base » mais bien sous l'onglet cartographie. Nous évitons ainsi trop de clics et donc de perte de temps pour l'utilisateur.

| Statistiques Site Web | 2013 | 2014 | 2015 |
|-----------------------|-------|--------|---------------|
| Visites | 23542 | 29702 | 30183 |
| Nombre de Visiteurs | 14774 | 17157 | 17807 |
| Pages vues | 90101 | 112879 | 110341 |

Le volet Capitalisation

Les Productions

R&T est amené à produire plusieurs types de documents, en plus des productions écrites dans le cadre de l'animation régionale.

Parmi ces productions, certaines sont des publications, telles les fiches expériences, d'autres ne sont accessibles qu'au format numérique comme les dossiers ressources, d'autres encore sont diffusées et au format papier et au format numérique, comme les dossiers R&T.

Les Conf'At

▪ « Nos ados.com ». Ados en vrille, parents en vrac...

Avec l'intervention du **Dr Xavier Pommereau**

Conf'At', R&T, Juillet 2015, n°13, 40 p.

R&T - Compte rendu n°13 de la conférence du **5 décembre 2014**



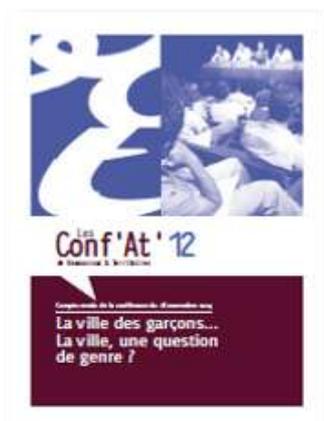
Les « digital natives », une génération déconnectée de la réalité ?

"Les adolescents d'aujourd'hui sont nés avec une souris d'ordinateur dans la main. Les Anglo-Saxons appellent cette génération de natifs de l'ère numérique les « digital natives ». Ils sont les enfants du zapping, de l'image, du numérique. Ils peuvent se dire par la parole, à condition qu'il y ait des supports puisqu'eux-mêmes ont tout le temps un support de communication - pour le dire - : messagerie, portable, page Facebook, look..." (...)

• La ville des garçons... La ville : une question de genre ?

Avec les interventions d'**Yves RAIBAUD** et **Magalie BACOU**

Conf'At', R&T, Juin 2015, n°12, 68 p.



La ville au masculin ?

Tout est fait pour favoriser la présence des garçons dans la ville et ce, dès le plus jeune âge. Plusieurs études démontrent que les garçons sont les usagers majoritaires de la ville et mettent en exergue une très grande inégalité dans l'attribution des moyens par les collectivités territoriales et par l'Etat selon qu'il s'agisse de loisirs dits féminins (gym, danse, etc.) ou masculins (skate, foot, etc.).

R&T - Compte rendu n°12 de la conférence du **18 Novembre 2014**

■ **La réforme pour la ville, la cohésion urbaine et la solidarité.**

2^{ème} édition. Les dossiers, R&T, Déc. 2014, n°3, 40 p.



Cette 2^{ème} édition revue et augmentée présente une mise à jour importante des NQP - Nouveaux Quartiers Prioritaires (NQP) et Contrats de Ville (CDV) en Midi-Pyrénées : contrats, structures porteuses des Contrats de Ville et contacts, PRE - Programmes de Réussite Éducative -, montants 2015 de la Dotation de Solidarité Urbaine et Cohésion Sociale (DSU CS), ... Les crédits d'intervention 2016 des trois piliers - cohésion sociale, développement économique et emploi, cadre de vie et rénovation urbaine - sont annoncés, les avantages fiscaux et Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI), précisés. Pour une mise à jour en continu des territoires, consulter notre cartographie des acteurs et des Territoires.

Extrait.

L'apparition du terme « Politique de la ville » date de la fin des années 80 avec les notions de territoires et de quartiers. La focalisation sur les quartiers devait permettre la construction, progressivement, d'une réponse concertée des pouvoirs publics aux difficultés sociales, économiques, urbaines. L'idée d'élargir le champ de la contractualisation entre l'État, les collectivités et les organismes parapublics démontrait une volonté de lutter contre les processus d'exclusion sociale et contre la ségrégation spatiale. (...)

Les Dossiers Théma

Ces dossiers ont pour objectif de présenter un sujet d'actualité, d'alimenter les acteurs en ressources de manière continue sur un laps de temps pré-déterminé à l'avance et enfin d'offrir un espace privé aux acteurs souhaitant l'utiliser pour échanger des pratiques. Ils peuvent être utilisés comme un support à l'animation de réseaux.

Ces dossiers ressources sont des dossiers thématiques électroniques, en lien avec les formations et/ou conférences organisées par R&T.



La prévention de la délinquance
R&T - Dossier théma n°6/2015

Date de mise en ligne : oct. 2015
Dernière date de mise à jour : janv. 2016
[Consulter le dossier électronique](#)
Pour toute question, merci d'envoyer vos coordonnées à :
[infodoc\[at\]ressources-territoires.com](mailto:infodoc[at]ressources-territoires.com)



L'Égalité professionnelle femmes/hommes
R&T - Dossier théma n°5/2015

Date de mise en ligne : juin 2015
Dernière date de mise à jour : janv. 2016
[Consulter le dossier électronique](#)
Pour toute question, merci d'envoyer vos coordonnées à :
[infodoc\[at\]ressources-territoires.com](mailto:infodoc[at]ressources-territoires.com)



Une réforme pour la ville, la cohésion et la solidarité

R&T - Dossier théma n°4/2015

Date de mise en ligne : août 2014

Dernière date de mise à jour : janv. 2016

[Consulter le dossier électronique](#)

Pour toute question, merci d'envoyer vos coordonnées à :

[infodoc\[at\]ressources-territoires.com](mailto:infodoc[at]ressources-territoires.com)



Du décrochage scolaire au rattachage

R&T - Dossier théma n°3/2015

Date de mise en ligne : août 2014

Dernière date de mise à jour : janv. 2016

[Consulter le dossier électronique](#)

Pour toute question, merci d'envoyer vos coordonnées à :

[infodoc\[at\]ressources-territoires.com](mailto:infodoc[at]ressources-territoires.com)



**De l'illettrisme aux Compétences Clés
R&T - Dossier théma n°2/2015**

Date de mise en ligne : Février 2014
Dernière date de mise à jour : janv. 2016
[Consulter le dossier électronique](#)
Pour toute question, merci d'envoyer vos coordonnées à :
[infodoc\[at\]ressources-territoires.com](mailto:infodoc[at]ressources-territoires.com)



**Enseignement et apprentissage de la
langue française
R&T - Dossier théma n°1/2015**

Date de mise en ligne : Février 2013
Dernière date de mise à jour : janv. 2016
[Consulter le dossier électronique](#)
[Formateurs-Formatrices FLI : accéder à la plateforme collaborative FLI](#)
Pour toute question, merci d'envoyer vos coordonnées à :
[Nathalie CHEVIGNY](#) - [Nicole ROUJA](#)

Le Service Question/Réponse (S-Q/R)

C'est un outil de liaison gratuit qui permet aux acteurs de solliciter R&T par courriel ou téléphone sur les sujets qui les préoccupent. Généralement, il fournit des réponses personnalisées par l'ensemble des membres de l'équipe : recherche d'informations, de personnes ressources, mise en relation professionnelle, ... C'est un service actif et réactif.

Ces deux dernières années montrent une augmentation des demandes et des réponses par téléphone et par mails. Les appels faisant l'objet de réponses plus élaborées et transmises par écrit alimentent la fonction accompagnement/conseil.

En 2015, une centaine de réponses ont été rédigées.

Les demandes émanent principalement des territoires de l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Tarn.

Thématiques récurrentes : diagnostics de territoires, les contrats de ville, développement économique et emploi, participation des habitants, décrochage scolaire, illettrisme, savoirs et compétences de base, discriminations, ...

De nombreuses demandes portent régulièrement sur la formation, la cartographie des acteurs, les outils pédagogiques, les ressources.

Le volet mutualisation

Mutualisation des activités documentaires dans le cadre du réseau national des centres de ressources.

Mutualisation des Ressources : la base Ressources COSOTer

Depuis quelques années maintenant, Ressources & Territoires coopère au niveau national avec le Réseau des centres de Ressources Politique de la Ville et les Centres Ressources Illettrisme.



Depuis 2008, des actions de mutualisation des activités documentaires ont été lancées au sein du réseau national des centres de ressources Politique de la Ville. 4 chantiers ont été menés de front : le chantier «Thésaurus», le chantier «outils collaboratifs», le chantier «veille thématique et veille territoriale », le chantier bases de ressources documentaires.

Le chantier « mutualisation des bases de données documentaires », à l'image du réseau [RECI](#), Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration, a donné naissance, pour le Grand Sud à [COSOTer](#), la base de ressources sur la **Cohésion Sociale Territoriale**.

En 2014, six centres de ressources politiques de la Ville participent à cette base ressources : Villes au Carré pour les régions Centre et Poitou Charentes, Pays et Quartiers d'Aquitaine pour la région Aquitaine, Ressources & Territoires pour la région Midi-Pyrénées, CRPV PACA pour la région PACA, Villes et Territoires pour la région Languedoc Roussillon, le CRDSU pour la région Rhône Alpes.



La finalité de la base ressources mutualisée poursuit deux objectifs distincts mais complémentaires :

- valoriser les ressources documentaires de chaque centre : servir la gestion documentaire, assurer le fonctionnement du service – gestion des prêts, des commandes, ...pour chacun des Centres
- constituer une «base ressources thématiques» enrichissant la connaissance des acteurs.

Si les effets de cette mutualisation s'avèrent positifs globalement – base enrichie pour les acteurs / gain en temps d'indexation et en coût pour les centres de ressources –, il s'agit aujourd'hui d'inscrire le produit

COSOTer dans un projet plus vaste de collaboration inter-centres. Ce chantier vise une meilleure coopération tant dans la définition du projet en objectifs partagés, que dans l'action/production (manifestations inter-régionales, échanges d'intervenants, dossiers co-réalisés, ...).

À ce jour, elle comporte quelques 12000 références de documents, tous supports confondus – ouvrages, rapports, supports pédagogiques, etc. / document papier et/ou document électronique.

Mutualisation de la veille informationnelle : le panorama de presse

Le réseau national des centres de ressources Politique de la ville alimente quotidiennement un panorama de presse qui peut être suivi à l'adresse www.scoop.it/actu-politiquedelaville et/ou consultable depuis le site web R&T, rubrique « Panorama de presse ».

CENTRES DE RESSOURCES POUR LA POLITIQUE DE LA VILLE Réseau national

Panorama de presse



Toute l'actualité est sélectionnée en continu par les 20 centres de ressources politique de la ville* pour informer rapidement les acteurs sur les politiques territoriales de cohésion urbaine et sociale, en métropole et outre-mer.

Presse écrite, audio et vidéo, les informations relayées sont de portée nationale : expression de journalistes, chercheurs, observateurs, politiques, témoignages d'acteurs... Vous y trouverez des éléments de synthèse sur l'actualité et des analyses pour comprendre les débats qui traversent ce champ des politiques publiques.

Comment suivre ce panorama de presse ?

Rendez-vous chaque jour sur www.scoop.it/actu-politiquedelaville et découvrez les dernières actualités de la politique de la ville à ne pas manquer !

Vous pouvez également recevoir par mail les dernières actus postées en vous inscrivant au service scoop.it! : [consulter le mode d'emploi](#).

Contacts diffusion :

Réseau des centres de ressources Politique de la ville - rncrpv@gmail.com

Vianney Barbin - 02 47 61 11 85 - vianney.barbin@villesaucarre.org

Muriel Salort - 04 78 77 01 43 - communication@crdsu.org

*** Les 20 centres de ressources de métropole et d'outre-mer ont pour mission l'information, la qualification et la mise en réseaux des acteurs de la politique de la ville.**

Ils couvrent les territoires suivants : Alsace, Aquitaine, Bourgogne et Franche-Comté, Bretagne et Pays de la Loire, Centre et Poitou-Charentes, Essonne, Guyane, Languedoc-Roussillon, Martinique, Mayotte, Midi-Pyrénées, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, ville de Paris, Provence-Alpes-Côte d'Azur, La Réunion, Rhône-Alpes, Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise.

[En savoir plus](#)

Accompagnement Conseil Aide à la décision

Démarche d'appui aux acteurs et aux systèmes
Accompagnement des territoires
Accompagnement des dispositifs

Axe 3 - Accompagnement des territoires : appui aux systèmes et aux acteurs

Au regard de la complexité des politiques publiques et des projets, l'accompagnement des territoires se fait dans une démarche d'**Assistance à Maîtrise d'Ouvrage** et une logique d'**approche intégrée**. Cette approche repose sur une vision globale d'intervention qui prend en compte toutes les dimensions thématiques et transversales d'un projet.

Elle s'appuie sur :

- La connaissance des différents acteurs et de leurs enjeux
- La construction d'un cadre collectif d'intervention favorable à l'action stratégique des acteurs
- La recherche des articulations entre les contrats de ville et les projets de territoire
- L'adaptation du système de gestion et de pilotage
- Un travail en réseau et en partenariat
- Une inscription dans la durée qui dépasse les délais d'exécution des programmes liés aux politiques publiques

Elle se traduit par :

- Une assistance technique forte pour ce qui relève de l'ingénierie de projets
- Une posture de facilitateur
- Une posture de neutralité à l'égard des acteurs(trices)

Modalités

- Diagnostics
- Analyse écosystème / analyse stratégique
- Développement de projets
- Conseil et aide à la décision

Accompagnement des territoires

Communauté d'Agglomération du Muretain

Supervision du Diagnostic Partagé Enfance Jeunesse et appui méthodologique pour l'élaboration du PEDT et du CEJ en articulation avec le Contrat de Ville (2015)

La CAM possède la compétence Petite Enfance et Enfance. La Jeunesse reste une compétence des communes. Cette configuration génère des articulations complexes dans la mise en œuvre d'une politique éducative globale. Complexité renforcée par le fait que certaines communes ont élaboré leur propre PEDT. Face à cette réalité la CAM a souhaité consolider sa politique éducative en mobilisant l'ensemble des acteurs concernés afin de partager une vision du territoire intégrée et prospective.

Afin d'identifier, les perspectives permettant de définir les orientations stratégiques, les axes de développement et le plan d'actions la CAM a souhaité réaliser préalablement un diagnostic partagé impliquant les différents partenaires concernés, notamment la CAF et la DDCSPP, dans un comité de pilotage.

R&T a réalisé une supervision du diagnostic réalisé par un bureau d'études et apporté un appui technique pour le développement de ces différents niveaux de projet (Elus, DGS, Directeurs de services, Chargés de missions, partenaires de la CAM) en veillant à **la cohérence des différentes politiques territoriales, liées notamment à l'élaboration du Contrat de Ville.**

- Aide à la décision au regard de la nécessité de réaliser un diagnostic territorial en amont de l'élaboration du PEDT et du CEJ (analyse des besoins et des enjeux)
- Aide pour l'élaboration du cahier des charges de l'appel d'offre du diagnostic partagé
- Aide à l'élaboration du plan de travail et participation aux instances de suivi et de coordination avec les partenaires (consultant, CAF, DDCSPP, élus et techniciens CAM)
- Aide à la définition des orientations et des axes stratégiques de développement

10 professionnels et 2 élus ont participé aux différentes instances de travail.

Communauté de Communes de Decazeville-Aubin

Aide à la définition d'indicateurs territoriaux (2015)

Ce groupe de travail a mobilisé un quinzaine d'élus de la communauté de communes. Il s'inscrit dans la suite de la première séance (formative) qui visait à définir et clarifier tout ce que le mot « social » pouvait recouvrir en termes de sens et de compétences dans les différentes politiques publiques.

L'objectif de cette séance (17 juin) était de définir les indicateurs pertinents au regard d'une approche globale du territoire. A partir de deux entrées « habitants – environnement », le travail a consisté à énumérer, dans une diversité de points de vue, des indicateurs dans la logique de classification « habitants / acteurs et actions / engagement des pouvoirs publics ».

Ce travail sera finalisé en 2016. Il s'appuie sur la dynamique du **Programme de Réussite Educative**, qui fédère un partenariat et sert de levier pour construire une politique de cohésion sociale à l'échelle du territoire de la communauté de communes.

15 participants (12 élus, 3 techniciens) séance d'1 journée

Animation d'ateliers d'échanges de pratiques professionnelles (2014 / 2015)

Avec un cofinancement de la collectivité

En 2015, nous avons poursuivi cette action avec un groupe de participants plus restreint. Nous avons également recentré la finalité sur la formalisation des échanges de manière à avoir l'amorce d'un « référentiel » de pratiques, cela dans une approche plus analytique.

5 professionnels
2 séances (novembre –décembre)

DDCSPP 12

Conférence plénière du Plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale de l'Aveyron. Rodez, 28 avril 2015

R&T a fortement contribué à la préparation de cette journée et a également animé une table ronde.

Ce bilan d'étape du plan de lutte contre la pauvreté a permis d'évaluer les actions sur le département et de maintenir la dynamique territoriale portée par la DDCSPP.

La table ronde a abordé le thème de « la parole de l'utilisateur ». Elle incluait **un retour d'expérience de la mise en œuvre des Conseils Citoyens (Villefranche de Rouergue) dans le cadre des Contrats de Ville du département**. Ce droit des usagers s'est construit sur un édifice réglementaire et législatif depuis les années soixante-dix. Un mouvement qui s'inscrit dans une logique d'amélioration des relations entre les services publics et leurs usagers en associant le citoyen aux choix concernant les prestations délivrées qu'il finance directement ou indirectement. Dans cet objectif, la participation des usagers-citoyens constitue un des enjeux majeurs de la « réactivation » des politiques publiques.

Cette table ronde visait avant tout à relancer la réflexion, susciter des appétences, revisiter ses points de vue et les représentations que l'on peut avoir sur le sujet.

80 personnes ont participé à cette journée

CAF 82

Accompagnement de la structure pour la mise en place d'un réseau d'acteurs intervenants dans le champ de la « parentalité » (2015)

Avec un cofinancement de la CAF 82

Dans le Tarn-et-Garonne, un groupe « parentalité » s'est créé en 2009, groupe issu du dispositif REAPP essentiellement, mais les derniers temps, la dynamique interne s'était essouffée et des perspectives d'évolution étaient en réflexion.

En 2014, la loi confie aux CAF la gestion et le pilotage des **6 dispositifs** en lien avec la parentalité (circulaire 2014-17 de la CNAF) qui change la gouvernance des dispositifs de soutien à la parentalité – SAP- . Elle accompagne ses partenaires « parentalité » sur :

1. la coordination, l'expertise et la communication
2. la professionnalisation
3. le financement

Dans le Tarn-et-Garonne, les 6 dispositifs regroupent :

- CLAS : 12 porteurs – 86 actions
- LAEP : 7 Laep dont 3 itinérants (monenfant.fr)
- Espace rencontre : 2
- Médiation familiale : Plate-Forme départementale
- PIF : 1 à Montauban
- REAAP : 24 porteurs – 32 actions

Par conséquent, dans le cadre de ses nouvelles missions, la CAF 82 a souhaité ré- impulser une démarche de réflexion avec tous les acteurs en lien avec la parentalité (et non plus avec les seuls porteurs du REAPP) sur la marche à suivre pour mettre en place un nouveau réseau.

Pour ce faire, une première journée de mobilisation avec tous les acteurs concernés et parents a été réalisée le 9 décembre 2014 ; L'objectif principal était de les fédérer autour des apports et des plus-values d'un réseau.

Une deuxième rencontre de réflexion collective et d'appropriation de la démarche s'est déroulée le 5 mai 2015 pour clarifier le projet et les objectifs du futur réseau.

La 3^{ème} journée, le 8 décembre a déterminé le mode de fonctionnement du futur réseau : animation, lieu, fréquence de rencontre, ...

Ressources & Territoires est intervenu comme « expert » à l'émergence du projet de réseau et a :

- Participé à la préparation de ces journées (en collectif)
- Participé aux ateliers de travail du matin, relevé les questions, les représentations, les concepts à préciser, les freins afin de nourrir le débat ;
- Animé le débat de l'après-midi en reprenant les problématiques relevées dans les ateliers ;
- Reformulé le questionnement collectif sur les questions de réseaux de parentalité dans un cadre de travail constructif ;
- Formalisé les éléments de débats et des questions.

66 personnes ont participé à ces journées, il s'agit :

- D'opérateurs qui travaillent autour du soutien à la parentalité,
- Des structures sans label mais qui agissent dans ce domaine,
- Des institutionnels : EN, DDCSPP, MSA, Grand Montauban, délégué du préfet
- Des centres sociaux (Montauban, Moissac, Castelsarrasin)
- Des parents,...

Grand Auch Agglomération

Aide à la définition d'une politique éducative territoriale (2015)

Avec un cofinancement de la collectivité

La Communauté d'Agglomération du Grand Auch a les compétences : petite enfance, enfance, jeunesse. Cette compétence est mise en œuvre par trois services éponymes, regroupés depuis peu dans un même lieu.

La collectivité gère différents dispositifs relatifs au domaine des politiques éducatives, tel que les CEJ, CLAS, PEDT, ..., en partenariat avec les acteurs institutionnels concernés (CAF, DDCSPP, EN, ...).

Les objectifs politiques portés par les Élus n'ont pas été clairement formalisés et déclinés de manière opérationnelle.

Le regroupement des Responsables des secteurs dans un même lieu, s'il est un atout, n'a pas suffi à créer une véritable synergie à partir d'une compétence collective et à optimiser le travail de développement de projets. Les fonctions sont restées très contingentes.

La réforme des rythmes scolaires, en particulier, a été mise en place dans des conditions peu favorables, eu égard à l'ampleur du chantier. Par ailleurs, ce dispositif a généré un coût important que la collectivité souhaiterait diminuer en recherchant la meilleure efficacité.

Les objectifs de l'accompagnement ont permis de :

- Structurer une « équipe projet » pour le développement d'actions spécifiques (fonction ingénierie, pilotage stratégique et opérationnel).
- Définir un projet cadre pour les politiques éducatives de l'agglomération (clarification des objectifs politiques, définition et hiérarchisation des orientations stratégiques et des objectifs opérationnels)
- Apporter un appui technique et méthodologique dans l'élaboration du PEDT
- Accompagner la réflexion sur l'organisation administrative et fonctionnelle pour la gestion des activités et des dispositifs, notamment celle qui concerne le PEDT

L'accompagnement s'est effectué sur le modèle d'une formation-action.

(La formation-action est un processus éducatif où le participant étudie ses propres actions ou expériences sous le questionnement itératif d'un accompagnateur professionnel afin d'en améliorer la performance)

Il a concerné un groupe de 15 professionnels de la collectivité (DGA Chef de projet du Contrat de Ville, Responsables services éducatifs et sportifs, Coordonnateurs, Assistante administrative, Responsable projets, Responsable salle polyvalente quartier du Garros (quartier du contrat de ville), Responsable ludothèque)

Structuration de la politique locale de prévention de la délinquance

A la suite du diagnostic local de sécurité réalisé en 2014, Ressources & Territoires a accompagné le Grand Auch Agglomération dans la structuration de sa politique de prévention de la délinquance et la redynamisation de son Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD).

Trois groupes de travail ont été constitués réunissant le Grand Auch Agglomération, les partenaires locaux et Ressources & Territoires, afin de co-construire le plan local de sécurité et de prévention de la délinquance, autour des axes suivants :

- « prévention jeunes »,
- « tranquillité publique »,
- et « publics en fragilité » (violences intrafamiliales et conjugales, aide aux victimes et accès aux droits, conduites à risques et santé mentale).

Ressources & Territoires a accompagné le Grand Auch dans la mise en œuvre des actions inscrites dans le Contrat de Ville en matière de prévention de la délinquance, notamment sur la mise en place d'outils d'observation et d'une équipe de prévention et de médiation auprès des jeunes de l'agglomération.

Plan de Lutte Contre les Discriminations (2015)

La lutte contre les discriminations et l'égalité Femme-Homme sont des thématiques transversales de la politique de la ville. La nouvelle loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine réaffirme le travail à effectuer dans ce domaine. L'ACSE a ainsi fixé 3 critères sur lesquels les partenaires doivent se mobiliser pour définir un plan d'action : **l'origine, le genre et le lieu de résidence.**

Un cabinet d'étude a été choisi (par appel d'offre) par la DRJSCS pour réaliser le « diagnostic territorial stratégique » sur le territoire du Grand Auch. Il s'est déroulé dans le courant du 1^{er} semestre 2015.

Suite au diagnostic, Grand Auch Agglomération a sollicité R&T pour poursuivre la démarche d'élaboration du Plan territorial de lutte contre les discriminations (PTLCD).

Principe de la démarche

- ✚ Un plan élaboré dans le prolongement du travail entrepris et à partir des éléments de diagnostic transmis par le bureau d'étude :
 - En mobilisant le groupe composé de cadres impliqués dans l'organisation de travail des institutions (groupe constitué pour le diagnostic)
 - Autour des 4 thématiques souhaitées par le COPIL : santé, éducation, emploi, logement/habitat
 - Les séances de travail par ateliers thématiques (soit 4 ateliers) en sous-groupes composés d'acteurs multi-sectoriels.

- ✚ Un accompagnement du groupe à la définition du plan local de lutte contre les discriminations :
 - Sensibiliser et clarifier les mots-concepts - par des apports théoriques (juridique, historique)
 - Clarifier les rapports des acteurs sur le travail à réaliser pour initier les transformations des cultures internes (opérantes à moyen/long termes)
 - Elucider les enjeux : les pertes, les risques, les gains à travailler sur ces sujets
 - Faciliter l'émergence des actions existantes et des pistes de travail à entreprendre

- ✚ Un partenaire extérieur, expert sur ce sujet Olivier PHILIPPE, Maître de conférences de science politique à l'IEP de Toulouse. Chargé de mission Programme DISPO de l'IEP et coordonnateur du parcours « Politique, Discriminations, Genre ».

Résultats attendus : Le plan territorial de LCD et de non-discrimination du GAA, sous forme de document électronique comprenant des fiches actions.

20 professionnels mobilisés pour la démarche : GAA, Mairie d'Auch, CIAS, UT DRECCTE 32, déléguée du préfet, IA 32, CPAM, DDT 32, Déléguée aux droits des femmes, Conseil départemental, CAF 32, OPDHLM, Maison du logement, DDCSPP, CIAS, Pôle Emploi, Mission locale, Défenseur du droit.

Ville de Fonsorbes

Prévention de la Délinquance (2015)

Si les chiffres de la délinquance constatée restent très en deçà de la moyenne départementale et régionale, ce territoire n'en est pas moins vulnérable au regard de sa forte mutation sociologique et de sa position géographique.

La ville de Fonsorbes, particulièrement volontariste sur ces questions, dispose d'un Point Ecoute Jeune. Ce service est également chargé d'animer le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

Le CLSPD a pour objectif de :

- Définir les objectifs à atteindre grâce à l'intervention coordonnée des différents partenaires.
- Favoriser l'échange d'informations concernant les attentes de la population.
- Dresser le constat des actions de prévention existantes et encourager les initiatives en matière de prévention et d'aide aux victimes.
- Mobiliser les moyens nécessaires.
- Elaborer, mettre en œuvre, suivre l'exécution et évaluer le contrat local de sécurité

L'intervention d'appui technique et méthodologique et de conseil de R&T a porté sur les points suivants :

- La réalisation du bilan des actions mises en œuvre dans le cadre du CLSPD
- La définition d'un schéma cadre qui permette d'identifier les interrelations entre les différents services et les dispositifs existants
- La clarification des missions
- L'organisation, le fonctionnement et le développement stratégique

L'accompagnement s'est effectué auprès de la Chargée de Mission et d'une Elue

Accompagnement de dispositifs

Ateliers d'apprentissage de la langue et des savoirs de base

La démarche d'accompagnement repose en premier lieu sur l'analyse systémique de l'atelier ou du projet d'atelier, en lien avec le projet de la structure ou le projet de territoire. Cela permet d'élaborer des réponses adaptées aux besoins, sous différentes formes. IL peut s'agir, notamment, de la mise en place de modules de formation spécifiques pour le compte d'une structure en particulier (formation intra), ou pour une offre ouverte dans le catalogue de formation.

L'accompagnement peut être individuel ou collectif. Il intègre le champ de connaissances très large de la thématique ainsi que les procédures relatives à l'ingénierie de formation et l'ingénierie pédagogique.

48 structures accompagnées (individuel et collectifs)

Études

&

Recherches

Développement d'outils pédagogiques

Diagnostic Enfance Jeunesse

Action en faveur des apprentis et candidats à l'apprentissage en situation de handicap : Intégration et réussite

« Pour beaucoup d'élèves dyslexiques, l'écart entre leurs progrès personnels et les exigences scolaires est tel qu'ils courent le risque de l'impuissance apprise » Maryse Neuhart

L'apprentissage constitue une voie privilégiée pour les personnes en situation de handicap. La formation doit leur permettre de s'insérer dans la vie professionnelle. Or, des problématiques spécifiques sont à prendre en compte par les professionnels qui accompagnent ces apprentis.

La problématique de la prise en charge des élèves « dys » est une question récurrente des équipes enseignantes. Les équipes expriment des difficultés à définir des stratégies pertinentes et mobilisatrices pour ces publics.

Il est constaté des manques, d'une part au niveau des connaissances théoriques et pratiques des formateurs-trices, mais également au niveau des tuteurs-trices sur la question du public en difficulté atteint de troubles de l'apprentissage ; et d'autre part au niveau des ressources pour mettre en place des pédagogies adaptées.

Les enseignants de CFA ne sont pas habilités à poser le diagnostic mais leur rôle est d'alerter afin qu'un bilan puisse être établi par des professionnels de la santé si le jeune n'est pas reconnu en situation de handicap afin de repérer les troubles d'apprentissage et de mettre en place des stratégies d'appui.

Ce projet s'inscrit dans les axes prioritaires de 2014 fixés par l'Etat et la Région Midi-Pyrénées.

Il s'agit de doter les équipes pédagogique - formateurs-trices tuteurs-trices, d'outils de repérage et d'accompagnement, de les doter de bagages théoriques suffisants pour construire des parcours de formation prenant appui sur les savoirs et savoirs faire déjà développés par les jeunes ayant des troubles spécifiques des apprentissages.

Comment au-delà du repérage des troubles spécifiques de l'apprentissage mieux comprendre les sources de la difficulté, comment aménager son intervention afin de donner une égalité des chances pour l'accès au savoir ? Comment améliorer la prise en charge de ces apprentis dans les domaines généraux et dans les domaines

Dans le cadre de cette opération, nous avons développé :

- Un outil de repérage numérique permettant d'identifier les publics vulnérables, en situation d'illettrisme, en situation de handicap en particulier, les apprentis ayant des troubles spécifiques de l'apprentissage.
- Un outil de repérage des compétences en format numérique à destination des apprentis.
- Un portail de ressources pédagogiques à l'usage des professionnels-es.

L'outil de repérage des troubles spécifiques des apprentissages à l'usage des professionnels

L'outil est proposé sous un format Excel (téléchargeable). Il permet aux professionnel-e-s à la suite des premiers entretiens d'accueil de faire le point de la situation du jeune rencontré et à partir d'un questionnaire simple de repérer des troubles spécifiques de l'apprentissage ou des difficultés qui amènent à mettre en place des parcours aménagés.

Facile d'utilisation, 10 minutes suffisent à remplir le questionnaire qui doit être assorti d'un entretien individuel préalable.

Cet outil n'est pas un outil de bilan, ni d'évaluation, il récapitule des indices permettant aux équipes pédagogiques d'effectuer un premier repérage de la situation du jeune quant à ses apprentissages de base. Ce repérage devra obligatoirement être suivi d'un travail plus qualitatif (positionnement, évaluation) de la situation du jeune par rapport à l'écrit et à l'ensemble des savoirs de base.

L'outil est basé sur l'observation du comportement du jeune et sur un repérage des compétences clés à partir de situations pratiques en majorité issues de l'environnement proche.

L'objectif est bien de permettre aux professionnels intervenant en CFA de mieux prendre en considération la problématique « dys » dans leur mission d'accompagnement et de formation des jeunes apprentis.

L'outil d'aide au repérage des stratégies d'apprentissage à destination des apprentis

Définir et repérer les styles d'apprentissage peut sembler une gageure même impossible tant sont nombreuses les dimensions en jeu et surtout les moyens de les évaluer. La grille permet d'évaluer les styles cognitifs et les styles perceptifs car ceux-ci sont révélateurs et peuvent d'ores et déjà fournir à un-e apprenant-e quelques pistes pour s'auto-évaluer et repérer les modalités d'apprentissage dans lesquelles il-elle est le plus à l'aise.

L'objectif est de permettre à l'apprenant-e d'identifier son comportement dans le cadre de son parcours de formation, de faire évoluer ses représentations sur ce que veut dire « apprendre », de le rassurer sur sa capacité à apprendre et de comprendre que l'on apprend de différentes façons.

Nous avons souhaité proposer à l'apprenant-e une auto-évaluation sous forme de questionnaire. L'analyse du questionnaire corrélée au repérage effectué par les formateurs-trices référents a un double objectif : participer à la conscientisation des savoirs pour les apprentis-es et organiser les aménagements pédagogiques pour l'équipe pédagogique.

Cet outil peut être utilisé :

- à l'entrée en formation après l'entretien d'accueil qui est un moment privilégié d'échange, d'écoute et de co-construction du parcours de formation.
- durant le premier mois de formation.

Il est composé de deux grilles qui permettent à l'apprenant-e de repérer la manière dont il-elle s'y prend habituellement pour apprendre et faciliter cette manière en se dotant de modes d'apprentissages qui lui sont propres.

Mise à disposition de ressources pour les équipes pédagogiques

Nous avons créé des fiches outils avec pour chacune une identification de ressources disponibles.

- Ces fiches outils ont pour objectif la mise en place des aménagements pédagogiques et des procédures d'accompagnement pour favoriser les apprentissages des jeunes en situation de handicap et notamment dans ses apprentissages professionnels (savoirs techniques, gestes, posture...).
- 15 fiches outils sont proposées. Sur chacune d'elles sont identifiées un certain nombre de ressources sur lesquelles les formateurs-trices pourront s'appuyer pour construire les propositions pédagogiques.

Création d'une plateforme à disposition des équipes

Dans l'optique d'enrichir les pratiques et de mettre en place une veille permanente, ce site est dédié aux professionnel-le-s des CFA pour favoriser les apprentissages des publics jeunes présentant des troubles du langage et des apprentissages.

The screenshot shows the homepage of the website 'Pour des apprentissages réussis'. At the top, there is a banner with the title 'Pour des apprentissages réussis' over a background image of colorful graffiti. Below the banner is a navigation menu with buttons for 'Accueil / Actualités', 'Le projet', 'Présentation de la plateforme', 'Repérer', 'Auto-évaluer', 'Boîte à outils', 'Ressources', 'Espace Formateur-trices', and 'Forum participatif'. On the left side, there is a 'Plan de site' section with the text 'Projet financé par l'État et la région Midi-Pyrénées' and logos for the French Republic and the Midi-Pyrénées region. The main content area is titled 'Accueil / Actualités' and contains several news items with links to articles about dyslexia, differentiated education, and dyscalculia. A 'G+1' social media icon is visible at the bottom left of the page.

Ces outils ont été développés avec la participation de :

Gilles BRANDIBAS, Psychologue

Aurélien ICHE, Orthophoniste-Présidente - APO (Association de Prévention en Orthophonie) 31

GERIP, spécialiste de la conception de solutions numériques

CFA du Comminges

CFA - École des métiers de la chambre des métiers et de l'artisanat du Gers

Maison familiale et rurale (CFA régional des MFR)

CFA CFPPA agricole et horticole Auzeville

Diagnostic Enfance Jeunesse (2014 – 2015)

Avec un cofinancement de la collectivité

La Ville de Mazamet territoire classé en **territoire de « veille » dans la politique de la ville**, a souhaité engager une démarche de diagnostic sur l'enfance et la jeunesse de son territoire, en vue du renouvellement de son CEJ, de l'élaboration de son PEDT et, plus globalement, de la redéfinition de sa politique enfance jeunesse. Le dernier diagnostic datant de 2003, il est apparu nécessaire à la Ville d'actualiser les données avant d'élaborer son projet. C'est dans cette double optique qu'elle a sollicité *Ressources & Territoires*.

Ce diagnostic visait à réaliser un état des lieux et une analyse des ressources existantes (services, équipements...), des pratiques actuelles et des attentes des familles dans le champ des activités extra et péri scolaires, de l'enfance et de la jeunesse.

A la suite de la première phase du diagnostic, d'octobre à décembre 2014, qui avait permis de recueillir des éléments d'analyse sociodémographique sur Mazamet et son bassin de vie, la deuxième phase, de janvier à juin 2015, a permis de poursuivre les entretiens avec les acteurs clés du territoire, de même que de réaliser une enquête auprès des familles de Mazamet, ainsi que des groupes de discussion avec les collégiens, les lycéens et les étudiants.

Cette deuxième phase a permis d'affiner le diagnostic sur :

- Les caractéristiques du territoire,
- L'offre de service, l'adéquation avec les besoins, l'accessibilité et la diffusion de l'offre,
- Les activités et les équipements, les ressources associatives,
- La lisibilité, la valorisation et la qualité de l'offre,
- Les pratiques de coopération partenariales,
- Les pratiques et les attentes des jeunes et des familles, etc.

Tout au long de la démarche de diagnostic, des réunions de travail ont réuni mensuellement, les trois élues référentes (Ressources humaines - Administration générale, Enseignement - Petite enfance, Social - Santé - Jeunesse) et le coordonnateur jeunesse de la Ville de Mazamet.

Ce travail a donné lieu à une pré-restitution aux élus de la ville le 17 juin 2015 et à une restitution à l'ensemble des partenaires le 8 juillet 2015. 26 personnes présentes

3 Elus et 1 Technicien accompagnés

Observation des Territoires

Tableaux de bords et cartographies de la délinquance
Cartographie des sites d'apprentissages de la langue

Tableaux de bord et cartographies de la délinquance

Contexte

Depuis le transfert de compétences de la Mission d'Observation de la Délinquance de l'Agglomération Toulousaine (MODAT) à Ressources & Territoires en décembre 2007, le GIP poursuit la gestion de cet observatoire de la délinquance. Dans ce cadre, sont ainsi régulièrement produits des outils d'observation et d'analyse (tableaux de bord, matrices, cartographies, bilans) des phénomènes de délinquance.

Objectifs

- Assurer une meilleure information des élus et techniciens en charge des politiques locales de sécurité et de prévention de la délinquance au sein des territoires (EPCI, communes).
- Dégager des tendances significatives et mesurer l'impact des dispositifs déployés au sein des territoires (EPCI, communes).

Éléments de méthode

R&T élabore mensuellement et annuellement des tableaux de bord et des outils cartographiques, à partir des données produites par les unités de gendarmerie et les services de police, principalement par le Groupement de Gendarmerie de Haute-Garonne et la Direction départementale de sécurité publique de Haute-Garonne.

Ces tableaux de bord reposent sur un exposé sélectif des données fournies par l'État 4001, instrument statistique commun aux services de police et de gendarmerie. Cette nomenclature administrative rend compte de la criminalité apparente, dans le sens où elle est établie à partir des faits dénoncés par les victimes (dépôt de plainte) et des constatations réalisées d'initiative par les services de police et unités de gendarmerie. Y sont ainsi enregistrés tous les faits constatés par procès-verbal, transmis au Parquet. Seuls les changements de législation ou de réglementation, l'évolution des systèmes d'information ou des modes de recueil peuvent donc venir entacher la continuité méthodologique de cet instrument de mesure.

24 indicateurs sont retenus :

- ✓ Total des faits constatés
- ✓ Taux de criminalité
- Atteintes aux personnes :**
- ✓ Coups et blessures volontaires criminels et correctionnels n'ayant pas entraîné la mort
- ✓ Menaces ou chantages
- Vols :**
- ✓ Vols à main armée avec arme à feu
- ✓ Vols avec violence sans arme
- ✓ Vols à la tire
- ✓ Vols à l'étalage
- ✓ Vols simples
- Cambriolages :**
- ✓ Cambriolages de résidences principales et secondaires
- ✓ Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers
- ✓ Cambriolages d'autres lieux

- ✓ Vols avec entrée par ruse en tous lieux

Délinquance liée à l'automobile :

- ✓ Vols d'automobiles
- ✓ Vols de 2 roues
- ✓ Vols à la roulotte et d'accessoires
- ✓ Destructures et dégradations de véhicules privés

Autres infractions

- ✓ Infractions à la législation sur les stupéfiants constatées par les services
- ✓ Incendies volontaires de biens publics et privés
- ✓ Destructures et dégradations de biens publics et privés
- ✓ Atteintes à l'autorité

Sécurité routière :

- ✓ Nombre d'accidents
- ✓ Nombre de tués
- ✓ Nombre de blessés

Éléments de réalisation

R&T élabore et diffuse différents outils d'observation et d'analyse auprès de nombreux partenaires : forces de sécurité, préfecture, collectivités (élus, techniciens), services de l'État, transporteurs, etc.

Toulouse Métropole

Rédaction d'un rapport annuel sur la délinquance constatée sur le territoire de Toulouse Métropole en 2014 :

- traitement des données sur l'ensemble du territoire,
- matrices de classement des communes,
- cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution.

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour Toulouse Métropole et pour chacune des 37 communes membres, soit 38 tableaux de bord, à partir des 24 indicateurs présentés précédemment.

Chaque indicateur est décliné à partir de la grille suivante : nombre de faits constatés dans le mois, nombre de faits constatés du mois de l'année n-1, variation, cumul de l'année.

En 2015, ont ainsi été produits 456 tableaux de bord mensuels (38 x 12).

Réalisation d'un tableau de bord annuel pour Toulouse Métropole et pour chacune des 37 communes membres, soit 38 tableaux de bord annuels.

Au total, 494 tableaux de bord ont été réalisés en 2015. Ils seront ensuite synthétisés au sein d'un rapport annuel, diffusé en 2016.

Ville de Toulouse

Rédaction d'un rapport annuel sur la délinquance constatée en 2014 intégrant les données spécifiques à chacun des **60 quartiers toulousains** (délimitation INSEE) :

- traitement des données sur l'ensemble du territoire,
- matrices de classement des quartiers,
- cartographie du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution.

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour la Ville de Toulouse, soit 12 tableaux de bord en 2015.

Réalisation de synthèses mensuelles permettant d'évaluer l'évolution mensuelle de la délinquance constatée sur les 60 quartiers toulousains, à partir de 7 indicateurs principaux :

- ✓ Nombre de faits constatés
- ✓ Coups et blessures volontaires
- ✓ Vols avec violence sans arme
- ✓ Vols simples
- ✓ Vols d'automobiles
- ✓ Vols à la roulotte et d'accessoires
- ✓ Cambriolages de résidences principales et secondaires

Production de cartographies (nombre de faits et variation)

Et **élaboration de matrices de classement mensuel des quartiers** toulousains permettant de visualiser les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le plus important, les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte variation en volume, les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le moins important et, enfin, les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte baisse en volume.

Au total, 12 tableaux de bord mensuels à l'échelle de la ville et 12 synthèses mensuelles (avec cartographies et matrices de classement) à l'échelle des quartiers ont été produits pour la Ville de Toulouse. Ces éléments seront ensuite synthétisés au sein d'un rapport annuel, diffusé en 2016.

Préfecture de Haute-Garonne et Ville de Toulouse : **Focale sur les quartiers de la politique de la ville**

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour 8 quartiers prioritaires – anciens CUCS (Bagatelle, Bellefontaine, Empalot, Faourette, Izards, Mirail-Université, Reynerie et Papus) de Toulouse, soit 96 tableaux de bord réalisés en 2015.

Sont également intégrées dans ces tableaux de bord les données « violences urbaines » de la Police nationale et des données produites par Tisséo (transports).

Réalisation de tableaux de bord annuels pour les 8 quartiers, soit 8 tableaux de bord par an.

Au total, 104 tableaux de bord ont été réalisés en 2015 pour les quartiers de la politique de la ville.

Communauté d'agglomération du SICOVAL

Élaboration d'un rapport pluriannuel de la délinquance constatée sur le territoire du SICOVAL entre 2007 et 2014 :

- traitement des données sur l'ensemble du territoire,
- matrices de classement des communes,
- cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2007-2014.

Réalisation de tableaux de bord mensuels pour les 6 communes en CLS périurbain (Auzeville, Castanet-Tolosan, Lacroix-Falgarde, Escalquens, Labège, Ramonville Saint-Agne), soit 72 tableaux de bord communaux, à partir des 24 indicateurs présentés précédemment.

Production d'un tableau de bord annuel pour les 36 communes du SICOVAL, soit 36 tableaux de bord.

Ces divers éléments ont été présentés dans le cadre du CISPD du SICOVAL, à l'ensemble des partenaires du CISPD en assemblée plénière et en formation restreinte aux membres du groupe de travail du CISPD (élus et techniciens).

Au total, **108 tableaux de bord** ont été réalisés en 2015 pour le SICOVAL. Ils seront synthétisés au sein d'un rapport annuel, diffusé en 2016 à la Communauté d'agglomération du SICOVAL.

Éléments d'évaluation

L'Observatoire de la délinquance donne une visibilité à des données habituellement peu accessibles aux collectivités, tant en termes de transmission de la part des forces de sécurité, que de lecture rendue complexe par la technicité des données et le volume des index utilisés (plus d'une centaine). Cette activité participe ainsi à la mise en œuvre d'une meilleure observation des territoires, pour les élus et techniciens des collectivités tout comme les services de l'Etat, destinataires de ces outils d'analyse.

Sur l'ensemble des partenariats existants en termes d'observation de la délinquance, en 2015, R&T a réalisé et diffusé 718 tableaux de bord, ainsi que des notes d'analyse agrémentées d'outils cartographiques et de matrices sérielles.

Tout au long de l'année, l'Observatoire de la délinquance est régulièrement sollicité dans la transmission ou la production d'éléments complémentaires d'observation et d'analyse par les acteurs de Toulouse métropole, du SICOVAL et des communes membres.

Pour ne pas mettre un terme à une continuité statistique existante depuis sa création, l'Observatoire n'a que peu fait évoluer ses tableaux de bord et leurs modalités d'élaboration et de diffusion. Cependant, afin de proposer des outils d'observation en adéquation avec les attentes et les besoins des acteurs locaux, diverses modifications sont en cours de réflexion.

Développement de l'observatoire

Ressources & Territoires accompagne également d'autres territoires dans la mise en place d'outils d'observation de la délinquance. Le **Grand Auch Agglomération** et la **Ville de Gaillac** ont souhaité développer de tels outils dans le cadre de leur nouveau Contrat de Ville.

En 2015, des réunions de travail entre Ressources & Territoires, les collectivités et leurs partenaires locaux ont permis de préparer le lancement d'un observatoire de la délinquance et des fragilités socio-territoriales à l'échelle de l'agglomération auscitaine et d'un observatoire de la délinquance et des incivilités pour la ville de Gaillac.

Cartographie des sites d'apprentissages de la langue

Cette cartographie réalisée par R&T, présente l'ensemble des dispositifs d'apprentissage de la langue par départements / dispositifs :

CAI et hors CAI - Contrat Accueil Intégration, Compétences Clés, OEPRE - Ouvrir l'école aux Parents pour la Réussite des Enfants, ASL - Atelier Socio Linguistique et autres initiatives locales.

Produit à forte valeur ajoutée pour tous les usagers, elle est régulièrement mise à jour, notamment grâce aux relais d'acteurs sur les territoires.

Actualisation des 33 structures financées dans le cadre des ASL (DRJSCS)

| Département | Nombre opérateurs ASL | Nombre sites |
|-----------------|-----------------------|--------------|
| Haute-Garonne | 13 | 19 |
| Ariège | 4 | 9 |
| Aveyron | 4 | 4 |
| Gers | 3 | 3 |
| Hautes-Pyrénées | 3 | 6 |
| Lot | 1 | 1 |
| Tarn | 2 | 2 |
| Tarn-et-Garonne | 3 | 4 |
| Total | 33 | 48 |

Actualisation des structures financées dans le cadre du dispositif CAI et formations linguistiques complémentaires (OFII)

| Département | Nombre opérateurs | Nombre sites |
|-----------------|-------------------|--------------|
| Haute-Garonne | 6 | 7 |
| Ariège | 2 | 3 |
| Aveyron | 2 | 6 |
| Gers | 1 | 3 |
| Hautes-Pyrénées | 1 | 3 |
| Lot | 3 | 4 |
| Tarn | 2 | 4 |
| Tarn-et-Garonne | 1 | 2 |
| Total | 18 | 32 |

Actualisation des structures financées dans le cadre du dispositif compétences clés (DIRECCTE)

| Département | Nombre opérateurs | Nombre sites |
|-----------------|-------------------|--------------|
| Haute-Garonne | 11 | 15 |
| Ariège | 2 | 4 |
| Aveyron | 3 | 5 |
| Gers | 3 | 3 |
| Hauts-Pyrénées | 3 | 2 |
| Lot | 2 | 3 |
| Tarn | 3 | 3 |
| Tarn-et-Garonne | 4 | 2 |
| Total | 31 | 37 |

Actualisation des structures financées dans le cadre du dispositif compétences clés Français Langue professionnelle (OPCA)

| Département | Nombre opérateurs | Nombre sites |
|-----------------|-------------------|--------------|
| Haute-Garonne | 11 | |
| Ariège | 4 | |
| Aveyron | 2 | |
| Gers | 2 | |
| Hauts-Pyrénées | 3 | |
| Lot | 1 | |
| Tarn | 4 | |
| Tarn-et-Garonne | 2 | |
| Total | 29 | |

Actualisation des structures financées dans le cadre du dispositif OEPRE

| Département | Nombre opérateurs | Nombre sites |
|-----------------|-------------------|--------------|
| Haute-Garonne | 8 | 8 |
| Ariège | 0 | 0 |
| Aveyron | 0 | 0 |
| Gers | 0 | 0 |
| Hauts-Pyrénées | 1 | 1 |
| Lot | 0 | 0 |
| Tarn | 2 | 2 |
| Tarn-et-Garonne | 2 | 2 |
| Total | 13 | 13 |

Actualisation des structures financées localement (collectivités, PLIE,...)

| Département | Nombre opérateurs | Nombre sites |
|-----------------|-------------------|--------------|
| Haute-Garonne | 43 | 43 |
| Ariège | 1 | 1 |
| Aveyron | 3 | 3 |
| Gers | 0 | 0 |
| Hautes-Pyrénées | 0 | 0 |
| Lot | 1 | 4 |
| Tarn | 23 | 23 |
| Tarn-et-Garonne | 1 | 1 |
| Total | 72 | 75 |

9 593 consultations (pages vues) sur le site www.ressources-territoires.com

Apprentissage de la langue - des savoirs de base

- Les repères pour orienter
- Parcours d'intégration des migrants
- Présentation des dispositifs :
 - CAI - HORS CAI
 - Compétences clés
 - Compétences clés FLP
 - OEPRE
 - ASL
 - Initiative locale

Cette cartographie a été réalisée par R&T. Avec le soutien de la DRJSCS Midi-Pyrénées, DIRECCTE Midi-Pyrénées et le FSE

Site Relais de Ressources et Territoires



Médiathèque Départementale
689 chem. de la graouade
31800 Saint Gaudens
Tél : 05 62 00 90 30

